

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre Paris (2°)

ABONNEMENT

FRANCE	ETRANGER
Un an : 30 fr.	Un an : 112 fr.
Six mois : 16 fr.	Six mois : 56 fr.
Trois mois : 8 fr.	Trois mois : 28 fr.
Chèque postal : Delecourt 691-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque

Il faut sauver les autres

Manque d'organisation, manque de temps, nous n'avons malheureusement pas pu nous remuer suffisamment pour arracher des griffes du bourreau Gil. Santillan et Martel.

L'irréparable est accompli, pour ces trois malheureux jeunes camarades.

Mais ils n'étaient pas les seuls. La police et la gendarmerie espagnoles tiennent encore, dans leurs sales patentes, une quantité d'autres militants ayant participé, ou étant accusés d'avoir aidé à la tentative de culbuter l'odieuse dictature de Primo de Rivera.

D'après les quelques renseignements que nous possédons, dix-neuf de ces malheureux attendent, dans les prisons espagnoles, d'être jugés par les cours martiales.

Nous n'avons aucune nouvelle de leur sort. Nous ne savons quand ils comparaitront devant les larbins qui les condamneront par ordre, comme les trois autres, mais nous avons tout à craindre pour leur existence. Ils n'auront peut-être trainé un peu plus longtemps dans les geôles que pour subir le même sort que Gil, Santillan et Martel.

Une vive indignation a secoué dans tous les pays, tous les hommes de cœur, à l'annonce du forfait de Pampelune. De nombreux ordres du jour, très énergiques, ont été votés. La presse de gauche a plus ou moins protesté. Dans les meetings, où cette vision du garrot fut évoquée, un même sentiment de colère anima les assistants.

Les gouvernants assassins de Madrid ont compris qu'ils s'étaient mis hors l'humanité par leur acte ignoble et lâche. Ils n'ont pas osé renouveler immédiatement l'odieux crime, en faisant exécuter ceux qui restent dans les prisons.

Ils attendent. L'indignation, comme tous les sentiments humains, et surtout les sentiments collectifs, va s'apaiser.

Les nécessités de la vie portant ailleurs l'attention, le silence organisé et peut-être acheté de la presse, feront oublier qu'il est d'autres malheureux qui chaque matin et chaque soir se demandent anxieusement si leur sort tragique va se décider.

Et un beau jour un bref communiqué nous apprendra d'autres exécutions. Nous protesterons, ferons notre mea culpa, mais il sera trop tard. La même sanglante tragédie que celle de Pampelune se sera déroulée, sans que nous ayons pu l'empêcher.

Il ne faut pas que cela soit. Il est bon de déplorer la fin de ceux qui sont morts, mais ne serait-il pas préférable de nous agiter, de pousser le cri d'alarme, de faire comprendre aux maîtres de l'Espagne que nous ne tolérons pas que d'autres malheureux périssent encore par les mains de leurs bourreaux.

Alphonse XIII et Primo de Rivera ont déjà fait couler trop de sang innocent. Il faut qu'ils arrêtent là leurs méfaits.

Que ce soit au Maroc ou en Espagne, ces monstres n'ont su assurer leur domination qu'en faisant répandre le sang humain. Si l'humanité n'est pas en état de mettre un terme aux exploits de ces odieux personnages, c'est que les temps de barbarie sont encore présents.

Les dernières dépêches du Maroc annoncent une nouvelle reculée des troupes espagnoles. Cette défaite ne pourrait que nous être indifférente, juste punition de la mégalo-manie des dirigeants espagnols.

Malheureusement, ce n'est ni leur vie, ni leur liberté, ni leur bien-être qui sont menacés. Plus de 20.000 pauvres soldats espagnols y ont trouvé la mort ces derniers mois, sans compter les pertes des Marocains, inconnues.

Pour les révoltés, c'est le bourreau avec son garrot. Pour les soumis, c'est l'envoi au Maroc des jeunes hommes, le massacre en grand. L'Autorité ne se maintient qu'en fauchant les vies humaines, aussi bien de ceux qui se redressent que de ceux qui se courbent. Pour gouverner les peuples, il faut être exempt de toute pitié, de toute humanité.

Allons-nous assister impuissants à ce double crime ? Je ne le pense pas.

Les tyrans de l'Espagne doivent voir se dresser contre leurs sanguinaires intentions tout ce qui, sur notre planète, a un cœur et une raison.

Quand un meurtrier a commis un forfait on lance toute la police à ses trousses. Bien souvent, la société est plus coupable que lui.

Nous avons devant nous des malheureux

leurs bien autrement redoutables que le vulgaire voyou; des personnages qui sèment la mort, le deuil, la misère à pleines mains lâchement, à l'abri dans leurs somptueuses demeures. Les empêcher de continuer est plus qu'un devoir, c'est une nécessité si le monde ne veut pas rétrograder vers la pire réaction.

Nous avons 19 pauvres petits camarades qui espèrent encore que notre action leur sauvera la vie et la liberté.

Notre tâche est toute tracée. Il nous faut porter cette question devant l'opinion publique.

Il nous faut secouer la presse qui dort d'un sommeil suspect. Il nous faut rendre à l'existence, à la liberté, les révolutionnaires espagnols qui ont mis leur confiance en nous.

Georges BASTIEN.

LE FAIT DU JOUR

L'Amnistie

La Chambre, ayant pris le temps de respirer, a enfin repris la discussion sur l'amnistie. Les premiers discours montrent qu'un large esprit d'apaisement est loin de dominer dans cette assemblée.

Les réactionnaires de toutes nuances n'ont pas manqué l'occasion de sortir à nouveau tout leur bagage : le pays en péril, etc., etc. C'est étonnant que les idées de ces gens-là se réduisent à quelques formules creuses, bonnes tout au plus à masquer leurs bas appétits de jouisseurs, leurs égoïstes intérêts de classe.

Du côté des partisans de l'amnistie, on peut noter un manque d'énergie caractéristique. Ils n'ont pas du tout l'air d'être imprégnés de l'idéal d'humanité dont ils se réclament. S'ils ont l'apparence de résister à l'esprit réactionnaire du Sénat, c'est uniquement parce qu'ils ont fait des promesses à leurs électeurs, et qu'une volte-face trop rapide les déconsidérerait de suite.

Ce marchandage, digne de trafiquants de bestiaux, à propos de la loi dite de pardon, est tout simplement ignoble.

Ceux qui ont à se faire pardonner, ce ne sont pas les malheureux qui sont à Biribi, dans les maisons centrales, sous victimes des institutions sociales actuelles.

Celui qui a déclenché la guerre ou en a profité a davantage à se faire pardonner que le soldat qui se rebelle.

Le militant poursuivi pour sa propagande est plus honnête homme que les canailles qu'il a stigmatisées et qui l'ont fait condamner.

L'amnistie n'est pas une mesure de pardon, ni d'apaisement de justice. C'est simplement un poids de moins sur la conscience que nos maîtres s'enlèvent. Mais ils sont tellement dépourvus de toute morale qu'ils n'y consentiront que forcés et contraints. Peut-être la libération de toutes leurs victimes leur semble-t-elle une condamnation de leurs actes ?

Une violente tempête dans la Baltique

DES MILLIERS DE PECHEURS DISPARUS

Quatre mille barques de pêche ont été surprises dans la Baltique par une tempête, et n'ont pu regagner l'embouchure de la Vistule.

Vingt-deux navires ancrés dans les ports voisins ont envoyé immédiatement des embarcations de sauvetage au secours des bateaux en péril.

Quatre cents seulement ont pu être sauvés.

La plupart des barques, qui tenaient la mer depuis huit jours, n'avaient plus de provisions à bord, et la plupart des hommes qui les montaient étaient à moitié morts de faim et de fatigue.

Les rapports officiels signalent que plusieurs milliers de pêcheurs ont été noyés et que l'on n'a retrouvé que quelques corps. Tout le matériel de pêche se trouvant anéanti, la détresse est grande dans la région.

L'explosion d'une mine

DEUX OUVRIERS TUES

Nous apprenons qu'à Saint-Dié les ouvriers Charles Masson, âgé de 31 ans, et Félix Crugnola, 27 ans, avaient préparé une mine dans un chantier, à Cobre-la-Grande.

Comme l'explosion tardait à se produire, les deux ouvriers vinrent se rendre compte de ce qui se passait, mais à leur arrivée l'engin éclata et les malheureux furent tués.

Ce sont là des drames soudains et inexorables qui fauchent les forces vives du peuple, souvent par la faute des entreprises qui ne mettent pas leur personnel dans des conditions suffisantes de sécurité.

Encore deux noms à inscrire sur ce tableau funèbre des victimes du travail.

Il faudrait que de telles tragédies se raréfient, et que la vie du producteur soit protégée d'une façon plus rationnelle et plus attentive.

Le mouvement gréviste de Douarnenez

Justin Godart a reçu aujourd'hui les délégués ouvriers et patronaux. Les délégués ouvriers ont déclaré au ministre qu'ils étaient mandatés pour accepter son arbitrage en ce qui concerne le salaire de base. Les délégués des patrons ont nettement refusé.

Le ministre a essayé d'établir un accord entre grévistes et patrons. Les délégués patronaux ont promis au ministre de défendre, sans changement, les propositions suivantes :

Aucun renvoi pour faits de grève ;

Institution d'une commission paritaire présidée par le juge de paix ou l'inspecteur du travail, pour ajuster les salaires au coût de la vie pendant l'année 1925 ;

Adhésion des patrons à une caisse de compensation payant des allocations familiales à partir du premier enfant à la charge de l'ouvrier ou de l'ouvrière.

Mais sur la question principale, c'est-à-dire celle des salaires de base, les délégués patronaux ont déclaré ne vouloir faire aucune concession, et s'en tenir aux propositions déjà faites, portant le salaire des femmes à 0,90, et celui des hommes à 1,50 au lieu de 0,80 et 1,25.

Les grévistes de leur côté ont maintenu leurs revendications dont le salaire est pour les femmes de 1,25 et pour les hommes de 1,75.

Les délégués se sont donc quittés maintenant leurs positions respectives. Les patrons avaient espéré en acceptant cette entrevue que les grévistes, mais par l'espoir, déjà touchés par de rudes privations, auraient lâché pieds devant le dernier refus.

Nous y voilà, c'est la guerre à outrance, déclarée aux travailleurs. Les patrons nient le droit à la vie aux ouvriers, à ceux qui gagnent leur fortune, à ceux qui font vivre journalièrement.

Et bien les travailleurs acceptent la bataille, il n'est plus de grévistes de Douarnenez, ce sont tous les prolétaires, tous les producteurs, qui vont se dresser face à l'horrible patronat pourvoyeur de misère. Tous debout, les copains ! Aidons nos camarades en lutte !

Il est des frères qui demandent leur pain quotidien. Arrêtons les idées des opinions, montrons notre volonté de soutenir les grévistes jusqu'à la capitulation des patrons !

La situation marocaine se complique

Allons nous assister à une alliance entre la France, l'Angleterre et l'Espagne pour lutter contre les Marocains.

Primo de Rivera vient à nouveau de subir un retentissant échec, et sur une étendue de plus de 200 kilomètres, toutes les positions sont abandonnées par les troupes espagnoles, et Abd-El-Krim reprend possession du Maroc que l'Espagne avait mis plus de sept ans à conquérir.

Les Arabes sont maîtres absolus de la côte, à tel point que les bateaux ne peuvent plus y aborder et une position située en face de Gibraltar est elle-même tombée entre les mains des tribus rebelles.

Toutes les troupes espagnoles près de 150.000 hommes, se retirent en désordre, sur tout le front, et Abd-El-Krim reste maître des positions.

Mais la situation se complique, du fait que lors de son dernier passage à Paris et dans les conversations qu'il eut avec M. Herriot, le Ministre des affaires étrangères britannique a abordé la question marocaine et il semble que notre premier ministre

« bloc des gauches » ait traité des accords qui engagent l'avenir et peuvent entraîner la France dans une aventure guerrière.

L'Angleterre considère que ses intérêts à Tanger sont menacés, et la France estime que si le Maroc espagnol est évacué, l'Algérie sera à la merci d'une tentative des Riffains. Une note officielle publiée hier par la presse laissait entendre qu'une action commune avait été arrêtée par M. Herriot et M. Chamberlain en ce qui concerne l'avenir immédiat, et que le gouvernement espagnol, favoriserait l'entrée dans l'action de la France et de l'Angleterre.

Sans ignorer que la politique l'Abd-El-Krim est également une politique de domination il n'est pas moins vrai que la révolte des tribus arabes est légitimée par l'impérialisme européen et nous ne pouvons que souligner avec satisfaction, non pas la victoire des Riffains mais la défaite des Espagnols.

En tous cas, il faut que tous les éléments avancés de France et du Royaume Unis, empêchent leurs gouvernements respectifs de jeter dans la bataille des troupes fraîches, et de sacrifier de nouveaux des milliers de vies humaines dans une guerre coloniale.

A quelque point de vue où l'on se place, il n'y a rien à gagner au Maroc. L'Angleterre qui voit toutes ses Colonies lui échapper s'inquiète évidemment du vent d'indépendance qui souffle en Afrique et en Asie, et cherche à consolider son empire ; la France se trouve dans la même situation. Mais le peuple lui ne peut récolter que la mort et la misère dans toutes ces aventures et il doit refuser à se faire le complice du capitalisme dans l'exploitation meurtrière des indigènes, qui est le but inavoué de la guerre Marocaine.

M. Boisseuf est mis en liberté

On se rappelle l'arrestation arbitraire de M. Boisseuf, dont nous avons causé en son temps. M. Boisseuf vient d'être mis en liberté. Cette mesure s'est faite bien longtemps attendre.

Un grand châtimement !

IL AVAIT FAIT TUEUR UN HOMME POUR UN PANTALON ON LE MET A LA RETRAITE

Tout le monde se rappelle l'épouvantable affaire Bersot.

Lucien Bersot est ce soldat du 60^e régiment d'infanterie qui ayant demandé, en février 1915, un pantalon, refusa de mettre celui qu'on lui offrait, parce qu'il était maculé de sang.

Le colonel du régiment fit traduire Bersot devant un conseil martial qu'il présida lui-même malgré la loi, et le fit condamner à mort et fusiller.

Depuis, Bersot fut « réhabilité », réhabilité de quoi, on se le demande comme si ce n'avait pas été le colonel du 60^e d'infanterie le criminel !

Aucune sanction ne fut prise contre le colonel.

Mais c'était sous le Bloc National.

Le Bloc des Gauches lui, a châtié.

Il a mis, au lendemain des élections, le colonel coupable à la retraite.

Et ainsi, beau châtimement ! il se trouve que celui qui fit tuer Bersot se les roule à nos frais, tandis que la veuve du malheureux fusillé crève peut-être de faim.

Ah ! quand les gauches s'y mettent !

Camarade, as-tu pris une action à l'emprunt du « Libertaire » ?

UNION ANARCHISTE. — FEDERATION DE LA REGION PARISIENNE

La menace s'accroît !

En ITALIE : Mussolini continue toujours à régner grâce au brigandage, à la bastonnade et à la terreur.

En ESPAGNE : Primo de Rivera et Alphonse XIII, poursuivant leur politique d'assassinats, envoient à la torture et à la mort tous ceux qui ne croient pas en admiration devant leurs méthodes criminelles.

En ALLEMAGNE : Les racistes et les nationalistes, se démenant de plus en plus, préparent le mouvement qui les ramènera au Pouvoir et qui fera peser sur le peuple allemand une sanglante réaction impérialiste.

En BULGARIE, en ESTHONIE, partout dans le Monde, les forces du capitalisme et du militarisme étranglent ou tentent d'étrangler tout mouvement ouvrier.

En France le fascisme s'organise

avec le concours plus ou moins avoué du Bloc des Gauches

Les anarchistes sont expulsés, les communistes sont traqués, une menace a été faite contre tous les éléments révolutionnaires. LA POLICE EST MISE A LA DISPOSITION DE LA REACTION.

Pour empêcher l'instauration en France d'un régime semblable à ceux de Mussolini et de Primo de Rivera. Pour protester contre la répression, assistez tous au

GRAND MEETING

qui aura lieu SAMEDI 20 DECEMBRE 1924, à 20 h. 30

Salle de la Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles

Où les camarades : CHAZOFF, LE MEILLOUR, COLOMER, de l'Union Anarchiste, exposeront :

L'ATTITUDE DES ANARCHISTES DEVANT LE FASCISME QUI VIENT PARTICIPATION aux FRAIS : UN FRANC

Les deux attitudes

Les phraseurs de l'idéologie ennemie sont presque toujours d'une complexité pour les simplistes, agents de la bourgeoisie que nous sommes.

Tous les jours, dans l'organe des masses, ils répètent à l'envie qu'ils exigent la lumière sur la provenance des fonds mis à la disposition des différents partis politiques en lutte pour l'obtention de la fonction de berger du vaste troupeau d'électeurs.

Dans les meetings, face aux propos éberlués, ils clament, en des paroles vengeresses, leur dégoût incommensurable du système parlementaire plus que faisané.

Ca, c'est l'attitude du plein la vue, des fanfanchés se donnant une allure révolutionnaire parce que c'est la mode.

Voyons l'autre attitude de ces bons apôtres au sein de ce Parlement tant décrié.

Ici, nous ouvrons une parenthèse pour, une fois de plus, faire une nette profession de foi nécessaire en face d'adversaires déloyaux, sachant manier la calomnie mieux que feu Bazile.

Tous les partis politiques nous dégoutent profondément, à cause de leurs honteuses tractations pour tromper les travailleurs. Ceux du P. C. n'échappent pas à cette règle, et les contradictions entre leurs paroles et leurs gestes montrent surabondamment leur mauvais foi, par conséquent, quiconque ne pourra nous accuser de favoriser l'un ou l'autre.

Lors des derniers incidents de la Chambre, à la suite d'un lavage un peu rude de linge sale, tous ces messieurs décidèrent d'un commun accord de désigner une commission d'enquête qui aurait à charge de rechercher les combinaisons financières des différents blocs.

Diabole ! pensions-nous, ça va barder du fait que dans cet aéroport d'hommes purs il s'y trouvait, comme par hasard, deux bouillants bolcheviks prêts à dénoncer à la vindicte populaire les prosaïques politiques.

Or, que voyons-nous ? A la première réunion de la trop fameuse commission, une entente plus que cordiale s'établit entre les rescapés du Bloc National et nos deux représentants du Bloc ouvrier et paysan pour lutter contre la proposition du troisième bloc chargé de rechercher les ressources financières de tous les partis y compris le nôtre, ce que nous acceptons d'ailleurs avec plaisir, du fait que nous n'avons rien à cacher.

Et nos deux lumières de s'écrier : « Foin de cette commission, c'est un tribunal révolutionnaire qui nous faut ! » Et, évidemment, ils en seront les juges !

Ceci me rappelle une petite histoire pleine de savoir dont je fus témoin et qui m'amusa beaucoup à cette époque.

Un président de correctionnelle faisait une sévère mercuriale à un pauvre bougre accusé d'avoir fait quelques entorses aux sacro-saints principes de la morale bourgeoise. L'inculpé, ne sachant que répondre, fit étourdiment remarquer au digne président, qu'en d'autres lieux ils s'étaient souvent fois rencontrés et que, par conséquent, à tout péché miséricorde, il réclamait l'indulgence dudit président.

Oh ! alors, la scène fut inénarrable. Le bon chat fourré, se drapant dans sa dignité de juge, condamna le délinquant pour outrage envers un magistrat dans l'exercice de ses fonctions.

Nos dignes bolcheviks nous produisent à l'heure présente le même effet. Ils veulent bien juger les autres, mais dès qu'on leur cause — même doucement — de leurs petites combines avec les gouvernants russes, offusqués, de suite il réclament, déclarant que ce n'est pas la même chose, que d'encaisser de la galette d'un gouvernement qui a fait fusiller des travailleurs à Odessa ou Cronstadt, ni rien de commun avec ceux qui touchent des fonds de groupements capitalistes affamant lentement la classe ouvrière de France !

Simple question d'appréciation !

H. DELECOURT.

Chez les faiseurs de lois

L'AMNISTIE — LA REINTEGRATION DES FONCTIONNAIRES

La séance est ouverte sous la présidence de Painlevé. Enfin, après un long espace de temps, le projet d'amnistie, modifié par le Sénat, est inscrit à l'ordre du jour.

La discussion générale est assez courte. En réponse à une question de Pernot, visant le délit de blessures et homicides par imprudence, René Renoult réserve les droits des tiers.

Puis, Marin veut qu'on restreigne la grâce amnistiant, et qu'on ne l'applique pas aux cas de correspondance avec l'ennemi. La discussion générale est close, et on passe aux articles.

Sur l'article premier, un amendement d'Ernest Lafont, tendant à substituer la date du 12 novembre 1924 à celle du 9 juillet et accepté par la commission et le gouvernement, est adopté.

Candace, après avoir rappelé les événements sanglants qui ont marqué les dernières élections de La Guadeloupe, a invité la commission à dire à ceux qui vont légaliser la loi, qu'il serait bon que ces faits ne se renouvelent pas.

Le président annonce que la commission a accepté un amendement d'Ernest Lafont ainsi conçu :

« L'amnistie s'applique à toutes les infractions et contraventions prévues par la

loi sur la presse du 29 juillet 1881, par celle des 12 décembre 1893 et 28 juillet 1894. Marcel Héraud ne veut pas qu'on touche, même de loin, aux lois scélérates, et en bon scélérat parlementaire, reprend, par voix d'amendement, le texte des calmans du Sénat afin de ne pas permettre d'annuler les anarchistes.

Le garde des sceaux n'est pas de son avis, et dit que l'amnistie actuelle doit être aussi large que les lois précédentes qui, toutes, ont annulé les infractions de la loi de 1881, 1893 et de 1894.

Mais il veut, lui aussi, maintenir l'innocuité des lois d'exception contre les anarchistes et tient à préciser que cette amnistie n'a rien à voir — on pouvait en être sûr — avec l'abrogation des lois scélérates.

Renauld proteste et dit que ces lois infâmes devraient un jour être abrogées. Les communistes aiment mieux ne rien dire et se maintenir dans le silence de Poncypilate.

L'amendement d'E. Lafont est adopté, et les acrobates du Palais-Bourbon passent à un autre exercice.

Il s'agit de la réintégration des fonctionnaires. Blum affirme qu'amnistie signifie réintégration, et le ministre de la justice lui répond à la manière de certains Normands.

Dans cette deuxième séance, où l'on ergote sur des réintégrations par tiers ou par quarts, on sent fort bien que cette question des fonctionnaires, aux yeux des députés, est une question électorale au premier chef. La situation précaire et difficile de ces hommes ne les intéresse en réalité que parce qu'ils sont électeurs.

Citons, de Lafont, le passage concernant les compagnies. Il est typique et instructif :

« Les compagnies ont résisté avec un acharnement extraordinaire aux demandes de réintégration du gouvernement. Dans ces conditions, le gouvernement serait plus armé s'il avait un texte lui permettant de ne pas s'en remettre à la seule générosité des compagnies. Comme si certains d'entre nous ne savaient pas que ces générosités aboutissent au néant, puisque les compagnies n'acceptent de réintégrer qu'en rétrogradant !

« Pour toutes ces raisons, je crois qu'il est indispensable de reprendre le texte de la Chambre.

« Ce n'est pas évidemment l'appui un peu de dernière heure que lui apportent M. Le Trocquer et ses collègues de la droite qui en diminuent la valeur, mais bien qu'ils soient incapables de transformer le contenu, l'estime d'un texte précis et vigoureux aura les meilleurs résultats dans les négociations amicales qui se poursuivent entre le gouvernement et les compagnies. (Applaudissements à l'extrême-gauche.)

Au sujet de l'amnistie concernant certains faits de répression, Laval prononce ces paroles significatives :

« Nous n'ignorons aucun scrupule à réclamer l'amnistie pour certains faits de répression condamnés par les tribunaux. car nous savons dans quelles conditions navrantes les lois de 1916 et 1919 ont été appliquées.

« Les petits ont toujours été condamnés. Les gros n'ont que rarement été pourchassés et ils n'ont jamais été condamnés.

« Le mal tient au texte même de la loi qui réprime le fait de vendre au-dessus des cours.

« Or, s'il est aisé de prouver qu'un détaillant vend au-dessus des cours, la preuve est impossible à produire quand il s'agit d'un gros commerçant qui bénéficie d'un monopole de fait et détermine lui-même les cours. » (Applaudissements.)

Que les mercantis soient petits ou grands, ils sont tous à mettre dans le même sac. Mais ce n'est pas à la loi répressive ou amnistie qu'ils devraient rendre des comptes. Ils sont justiciables de la colère et de l'indignation du peuple.

Demain, on continuera sur l'amnistie, et nous verrons sans doute intervenir, enfin, les hommes de Moscou. Pour le moment, ils brillent par leur silence.

L'ANTI-PARLEMENTAIRE.

COMITE DE DEFENSE LAIQUE DU FINISTERE

Ordre du jour

Six à huit mille laïques de Cornouaille, réunis à Quimper, le 7 décembre 1924, en un meeting de protestation contre la manifestation cléricale et fasciste organisée par le clergé, ont vigoureusement acclamé les divers points de l'ordre du jour suivant :

« Les laïques de Cornouaille, venus librement à Quimper, considèrent :

« 1° Que le clergé est une fois de plus sorti de son rôle spirituel pour faire de l'action politique sous la forme d'une manifestation dans la rue ;

« 2° Que seuls et par rangs de six les hommes pouvaient participer à cette manifestation ;

« 3° Qu'il y a là une prise de possession de la rue par une troupe combattante et encadrée ;

« 4° Que le titre d'ancien combattant ne suffit pas, même pour des membres du clergé régulier ou séculier, pour revendiquer des privilèges ;

« 5° Qu'aucun gouvernement laïque n'a jamais fermé aucune école, ni aucune école libre sécularisée ;

« 6° Que la loi doit être la même pour tous les citoyens, quelles que soient leurs opinions religieuses, politiques ou philosophiques ;

« 7° Qu'aucun mépris public ceux qui n'acceptent les lois que lorsqu'elles servent leurs intérêts particuliers ;

« 8° Qu'aucun acte de cléricisme qui ravale le prêtre au rôle de sergent-recruteur et de serre-file ;

« 9° Qu'aucun acte de républicanisme devant les fanatiques que le clergé pousse à une nouvelle chouannerie ;

« 10° Qu'aucun acte de républicanisme devant les fanatiques que le clergé pousse à une nouvelle chouannerie ;

« 11° Qu'aucun acte de républicanisme devant les fanatiques que le clergé pousse à une nouvelle chouannerie ;

« 12° Qu'aucun acte de républicanisme devant les fanatiques que le clergé pousse à une nouvelle chouannerie ;

Haro ! sur l'étranger

Lorsque le franc laissait, à une allure vertigineuse, on s'en souvient, à l'époque de la conférence des experts, Poincaré, qui connaissait les causes de la chute de la devise française, — il l'a avoué depuis —, ne s'agissait-il pas d'une vaste combinaison financière concertée entre le gouvernement, quelques banquiers et Morgan, l'homme aux milliards opportunistes, Poincaré ne trouva rien de mieux, afin d'apaiser l'angoisse du peuple, que de faire expulser quelques pieds humides de provenance internationale.

Je ne m'attendais pas outre mesure sur le sort de ces prolétaires de la haute finance, grignoteurs du gâteau qu'entre eux les spéculateurs se partageaient.

Qu'ils se mouillent les pieds à Bruxelles, à Amsterdam ou à Chicago, ils ont l'estomac assez solide pour ne pas trop redouter de mauvais rhumes. Poincaré avait choisi ses têtes de Turc parmi une classe d'individus ne suscitant qu'un intérêt relatif, aussi relatif que celui des valeurs qu'ils reflètent au public.

Mais voilà que le cabinet Herriot menace de s'effondrer sous le feu croisé des extrémistes.

Herriot, fort du précédent posé par son prédécesseur, donne l'ordre, peut-être la mort dans l'âme, d'expulser quelques étrangers.

Malheureusement les victimes du radical-socialisme ne sont pas choisies avec autant de bonheur que celles du gouvernement d'avant le onze mai. On nous avait bien promis qu'il y aurait quelque chose de changé après cette date !

Les souffre-douleur du cartel ne sont plus que des prolétaires tout court, ayant le grand tort d'être communistes. Je ne veux pas dire que ces gens aient raison d'être communistes. Cependant, il me semble qu'on est bien libre de choisir la sauce à laquelle on désire être mangé. La liberté d'opinion n'est-elle pas issue de cette révolution, dont M. Herriot pense qu'elle fut la seule bonne et la dernière. Tout comme la guerre, Bigre ! A quoi donc rêveront nos enfants ?

Oui, mais voilà le hic ! Les qualités d'étranger et de communiste sont inconciliables.

Je sais M. Herriot ce que vous pourriez me répondre :

« Les communistes, je m'en moque... et les étrangers nous en avons besoin. La guerre a coûté cher à la France en argent et en matériel humain.

« Le pays ne saurait résister sans l'apport de la main-d'œuvre échappée des enfers mussolinien et riveriste. Il faut lui accorder la plus large hospitalité, la France ne peut se passer d'elle. »

Ce qui signifierait, en termes plus crus, les minorités possédantes ont besoin d'esclaves trimant, suant en lieu et place d'autres esclaves, bien français ceux-là, morts pour le Droit et la Civilisation.

Mais accomplissant en France une tâche absolument improdutive pour le pays duquel il ressortit, est-il utile de souligner qu'après un séjour, même prolongé, en France, l'ouvrier étranger ne rapportera chez lui qu'un maigre pécule. Qui, donc, aura profité de son labeur, sinon le patron français ? Par ailleurs n'est-il pas clair, limpide, que la répercussion, pour vous primordiale, de la présence d'éléments exotiques, sur l'économie du pays, est de ravaler le coût de la main-d'œuvre au minimum. Ainsi se trouve sauvegardé l'intérêt de la grosse industrie qui vous tient tant à cœur.

Et ces hommes qui ont aidé, pour la plupart, à reconstruire les régions dévastées, qui ont peiné exclusivement pour le profit de ce que vous appelez la France, ces hommes soumis à vos lois, n'auraient, en fin de compte, que le droit de les subir, sans partager le privilège de les discuter.

Que faut-il donc faire pour mériter de la nation ? (J'emprunte à votre vocabulaire.) Il est sans doute indispensable d'avoir porté l'uniforme bleu horizon ou tout au moins être susceptible de le faire. A quoi bon cette formalité ? Des guerres il n'y en aura plus de par la grâce du cartel !

Mais je vous accable, M. Herriot, j'ai tort, car je n'ignore pas que le coupable, ce n'est point vous. Le jour où vous reconnaîtrez les Soviets, de balayages mémoire, Chiappe vint vous trouver, et vous entretint des cellules, ruelles, etc. Après qu'il eut bien rabattu vos oreilles de ses abracadabrantes histoires, vous lui répondîtes simplement :

« De tout ce que vous venez de dire, je n'ai rien entendu. Vous n'êtes pas si naïf que le virulent et tonitruant Daudet veut bien le dire.

Vous, vous êtes bien placé pour savoir que le communisme en France est une vaste blague. Vous êtes bien convaincu, au reste le franc-maçon Krassine, par quelque condescendance, pourrait peut-être étayer votre conviction, que la révolution chinoise est un simple épouvantail, un moyen de pression sur le bourgeois coard, un moyen de clore toute chicane quand il s'agira de régler la question de l'ancienne dette russe, un moyen excellent aussi pour obtenir des capitalistes qu'ils desservent les cordons de leur bourse au moment où les financiers internationaux s'occuperont de placer un bon petit emprunt au profit de la firme Lénine, export, import, Trotsky et C^o, successeurs.

Car il a dû vous sauter aux yeux que la tragédie moscovite, loin de se terminer par une théâtrale apothéose, est bien près d'aboutir à la réalisation du plus formidable trust des temps modernes. Une poignée d'individus contrôlant le commerce d'exportation et d'importation d'une communauté de cent millions d'âmes.

Ces messieurs de Moscou, charbonniers de l'ordre traditionnel de tant de choses, ont révisé, depuis d'habitude en France tout finit par des chansons, d'inaugurer la paix franco-russe en vous faisant chanter. Vous avez failli ne pas marcher, malheureusement l'opposition veillait avec le préfet de police. Celui-ci, dont le sang ne circulait plus, figé par l'inaction, voulut à tout prix, malgré vous, prouver à quel point il était digne de la confiance que vous lui aviez témoignée. Vlan ! lui et ses sbires, sans monter sur leurs grands chevaux, retenus par le problème de l'embouteillage, se mirent à raler, en ayant soin de n'arrêter, ça sur vos ordres, que des étrangers. Parce que c'est un abus de la part de Hollandais, d'Espagnols, de Belges, d'Italiens, d'exprimer des idées soi-disant subversives sur un territoire où ils n'ont pas acquis des droits séculaires. Alors, pourquoi, ce qui est vrai en

France pourrait l'être ailleurs, M. Herbette, ambassadeur de France à Bruxelles, se permit-il d'exprimer, publiquement, sur le sol belge, une opinion défavorable à propos de l'armée du pays dont il était l'hôte ? Même que les paroles de ce diplomate soulevèrent un tollé général parmi la presse de gauche, tandis que la presse de droite, ne subissant aucune influence apparente, soutint la thèse de l'honorable plénipotentiaire. M. Herbette ne fut pas expulsé. Fort heureusement pour les hommes appelés Belges de par le droit international. Leur ambassadeur, trop brusquement renvoyé, ne peut décemment se remplacer que par une averse d'obus.

Remontant plus loin, je serais fort heureux que l'on me démontrât que l'insurrection des Belges, en 1830, contre les Hollandais, fut spontanée, indépendante de toute immixtion étrangère. Je demanderais pourquoi, dans ces conditions, une armée de 50.000 Français, violant ce sacro-saint droit international, vint, en territoire néerlandais, au secours des insurgés ? Il est vrai que la Hollande est un pays charmant, malheureusement un peu petit pour se permettre des conceptions personnelles en matière de politique intérieure.

Et le jour où Pershing s'écria : « La Fayette, nous voici ! », il faisait allusion à l'extrême réserve dont firent preuve les Français dans un conflit qui ne les regardait pas.

Monsieur Herriot, je vous plains. Peut-être honnête, au milieu de vos collègues vous semblez tout perdu. Vous ne savez plus où donner la tête. Des esprits mal intentionnés prétendent que c'est parce que vous n'en avez point.

Monsieur Herriot, je m'adresse à l'homme, avec le politicien je ne désire pas discuter, ne sentez-vous pas que vous êtes un tantinet ridicule et beaucoup trop inhumain. Aviez-vous besoin de ces malheureuses victimes, de ces déshérités, qui noblement (le travail anoblit, sinon à mes yeux, du moins aux vôtres), gagnèrent leur vie à la sueur de leur front de primaires. Fallait-il absolument, pour consolider l'Etat, dont la faiblesse est chronique, au dire des économistes les plus orthodoxes, fallait-il offrir en pâture à vos ennemis la sécurité matérielle de pauvres diables qui n'en reviennent jamais d'avoir servi de boucliers à un gouvernement soi-disant fort. Herriot, saluez votre conscience et examinez si les plaisirs du pouvoir valent l'avilissement où vous semblez de plus en plus vous complaire. Scrutez votre conscience, dis-je... Encore faut-il que vous en ayez une.

MAUZET.

Comment on trompe les mutilés

Cette lettre que nous avons reçue rue Louis-Blanc, a été également envoyée au « Journal des Mutilés ». Nous nous faisons un devoir de l'insérer intégralement.

Monsieur l'Administrateur,

« Vos employés (par le feuillet ci-joint), et votre journal (par ses indications erronées) m'ont induit en erreur, en m'envoyant chez un prétendu « docteur-médecin » Savidan, 21, rue Beaumont, à Paris, marchand cynique qui a osé, sous le prétexte que je ne venais pas à « aux heures des polus » selon son langage sadique, me réclamer 20 francs au lieu de 5 francs, pour quatre minutes d'entretien sans nul examen.

En conséquence, je vous prie de noter que je ne renouvellerai pas mon abonnement au journal, et que je ferai contre celui-ci et l'association qu'il représente, la propagande que comportent de tels agissements.

Pourquoi vous cacherez-vous, au reste, que je n'utilisais le journal que pour les renseignements qu'il fournit sur les lois relatives aux victimes de la guerre, mais que les idées « patriotardes » serviles qu'il manifeste m'ont toujours inspiré, en tant qu'anarchiste-chrétien, le plus profond dégoût.

« Allez, messieurs, continuez à ramper devant les puissances capitalistes et militaristes du jour, en attendant qu'elles profitent de votre vulerie pour vous conduire tout pantelants encore, à la prochaine dernière tuerie du droit, de la liberté, de la civilisation, etc. !

« Cordiales salutations quand même. »

Ch. METTEY

Grand mutilé de guerre, père de trois enfants.

Nos Échos

Les trois coups.

A cette heure, lorsque l'hiver humide voile Paris de sa brume triste et rend plus misérables les misérables, l'Hôtel Drouot, qui a rouvert ses portes de lucre, se remplit de rumeurs vénales et d'enchères éhontées.

L'expert, souriant et froid, frappe les trois coups pour adjuger les bijoux criminels, brutaux au désir des pauvres, les livres de luxe qui n'ont été maniés que par les mains sèches des vieillards riches, les mobiliers sans âme dans les lambris desquels sont passées des vies insipides, tout un bric à brac laissé par des morts ou des gens dégénérés dont se saisit la pogne avide des marchands ou des nouveaux riches.

Ces trois coups de l'Hôtel Drouot, frappés sur le bois d'un emploi, c'est l'annonce d'un acte nouveau de la comédie humaine qui continue et du triomphe de l'argent vil, au sein de l'hiver maudit.

Discipline photographique.

Quand les photographes des agences parisiennes demandèrent à M. Voline, chef du bureau de la presse à l'ambassade soviétique, de vouloir bien laisser « prendre sa tête » qu'ils affirmèrent photographier, celui-ci déclina cette offre flatteuse « désirant, dit-il d'un air ennuyé et soumis, en référer auparavant à Moscou ! »

Ca, c'est de la plus stricte discipline hiérarchique. Ces tyrans des Soviets ne badinent pas avec la photographie.

Ces militaristes de Moscou ont des règles plus formalistes que celles des pouvoirs bourgeois.

La tête de Voline appartient, comme sa plume aux iconoclastes de Lénine.

Amis lecteurs, abonnez-vous !

Informations économiques sur la Russie

Après le renversement de l'état politique bourgeois, le problème le plus important dans toute révolution est le rétablissement de la vie économique et, en premier lieu, celui de la vie industrielle. Si les révolutionnaires n'oublient pas cet axiome, peut-être alors communistes et anarchistes pourraient collaborer dans une certaine mesure, au lieu de lutter furieusement les uns contre les autres pour des principes qui, souvent, ne sont pas viables.

Dans la République des Soviets, les faits démontrent combien est compliqué le problème de la production industrielle. Nous traiterons seulement la question du chômage.

Le nombre des sans-travail croît presque sans arrêt. Au 1er janvier 1923, on enregistrait dans les Bourses du Travail 513.000 chômeurs (dans les provinces du centre et de l'est) ; au 1er janvier 1924, il y en avait 992.000 ; au 1er avril, 1.095.000, et au 1er mai, 1.139.000 ; maintenant, il y en a plus de 1.300.000.

Au 1er mai, on répartissait ainsi les chômeurs : ouvriers d'industrie, 23,4 % ; intellectuels (employés, bureaucrates) 32,7 % (non qualifiés) 30,1 % ; le reste, 13,8 %, s'applique aux ouvriers des transports, de l'hygiène, etc....

Seulement 42 % des chômeurs sont syndiqués ; la plus grande partie des non-syndiqués est composée d'ouvriers dits « noirs ».

D'une étude faite dans quarante villes, il ressort que la durée moyenne du chômage pour toutes les professions atteint 5 mois 3 dixième, autrement dit qu'un chômeur reçoit de nouveau du travail seulement 5 mois 3 dixième après son inscription à la Bourse du Travail ; de cette façon on peut connaître l'intensité de la crise par profession et par ville. Par exemple, pour les ouvriers d'industrie, le chômage dure six mois et 1 dixième ; pour les intellectuels, 5,9, etc....

A Moscou, où la crise semble la plus forte, les chiffres atteignent 6,6 pour les premiers, et 7,5 pour les seconds.

En tout, pour 100 demandes de travail, il n'y a que 12 à 15 offres. Ces chiffres sont officiels, mais en fait, les chômeurs sont encore plus nombreux.

Les causes du chômage sont diverses. Elles proviennent : 1° de la lutte contre le bureaucratisme ; 2° de la concentration de la production qui s'effectue peu à peu, et principalement de l'arrivée en masse des paysans dans les villes. Ces derniers peuvent être divisés en deux groupes : 1° ceux qui désirent travailler à la ville à cause de la situation détériorable au village ; 2° les anciens ouvriers des villes qui avaient fui dans les campagnes pendant la guerre civile et la famine.

On ne peut pas cependant comparer le chômage en Russie avec le chômage qui sévit dans les pays capitalistes, car, dans ces derniers, il résulte soit du lock-out, soit de la diminution de la production ; en Russie en même temps que croît le chômage, le nombre des ouvriers occupés augmente ; cette augmentation passe de 8 % en 1922, à 10 % en 1923.

Dans la République des Soviets, les Bourses ont le monopole de l'embauchage, autrement dit, on ne peut recevoir du travail sans l'intermédiaire des Bourses. Dernièrement, celles-ci ne purent plus remplir leur tâche régulièrement, à cause du grand nombre de chômeurs, et elles firent embaucher les ouvriers sans travail d'après leur ordre d'inscription ; cette façon de procéder porta préjudice aux usines qui, en effet, n'eurent bientôt plus d'ouvriers qualifiés. Cette raison fit qu'on se préoccupe de la démonopolisation des Bourses du Travail pour l'embauchage. Les syndicats de Leningrad en firent la demande, et Narkomtrud (commissaire du peuple pour le travail) décida que dans cette ville chacun pourrait chercher librement du travail sans inscription à la Bourse. Après cette expérience, dont on contrôlera les résultats avec soin, Narkomtrud décidera si l'on peut appliquer cette mesure à toute la Russie.

L'affranchissement de l'embauchage marque un point important dans le mouvement ouvrier en Russie, et il aura son influence sur les problèmes post-révolutionnaires de tous les pays.

La lutte contre le chômage fut organisée : 1° par la création de sociétés coopératives de production ; 2° par des secours en argent et l'affranchissement des impôts. On compte que 178.200 chômeurs (20,2 %) profitent du secours en argent qui atteint le chiffre de 6 à 9 roubles « par mois », ce qui équivaut à deux ou trois fois le « salaire journalier » d'un ouvrier de Moscou. La situation du pays ne permet pas de faire mieux, et ce seul remède est efficace.

En résumé, la crise actuelle du chômage provient de l'accroissement triple de la production industrielle par rapport à l'augmentation rapide des demandes de travail (c'est-à-dire par rapport à l'augmentation de la classe ouvrière), et le moyen d'y remédier consiste seulement à faire concorder entre eux les différents éléments de la vie économique des Soviets.

(«Sennacou», 16 octobre 1924)

Traduit de l'espéranto, par le « Prolet-Informservo ».

Le commerce extérieur de la France

Le Ministère des finances publie la statistique du commerce extérieur pour les 11 premiers mois de 1924.

Les importations s'élevèrent à 36.014.120.000 francs représentant 51.760.810 tonnes de marchandises.

Les exportations à 37.412.070.000 francs et 26.873.365 tonnes.

La différence en faveur des exportations est de 1.397.950.000 francs.

Ces chiffres sont en augmentation de 7.259.728.000 francs et de 2.075.590 tonnes sur 1923 pour les importations ; 10.120.735.000 francs et 4.791.088 tonnes pour les exportations.

Par rapport à 1913, l'augmentation est de 28.419.588.000 francs et 11.789.774 tonnes à l'importation et 31.177.435.000 francs et 6.845.919 tonnes aux exportations.

Et les braves mercantis se plaignent que les affaires vont mal.

Fédération du Nord et du Pas-de-Calais

Le C. I. provisoire s'est réuni dimanche 14 décembre à Onnaing. De suite la discussion s'est engagée sur l'organisation ; on y sent le fervent désir de mettre sur pied un organisme solide.

Le camarade secrétaire donne lecture de la correspondance des groupes suivants : Ablain Saint-Nazaire, Billy-Montigny et Carvin pour le Pas-de-Calais ; Maubeuge, Sedrin, Onnaing, Croix Wasquehal, Marquén-Barceuil et Lille pour le Nord.

Des lettres reçues il ressort que chaque groupe est partisan d'avoir le plus de rapports suivis entre militants animés d'un même idéal.

La discussion s'engage sur la tournée Chazoff-Loréal. La F. A. fera parvenir 500 affiches passe-partout. Les groupes suggèrent que les orateurs en tournée traitent d'une manière générale : « Les Anarchistes et l'Amnistie » au point de vue national et international, sans oublier d'y incorporer la suppression des bagnes d'enfants.

Voici le schéma d'une tournée (ceci sous toutes réserves des réponses que nous recevront de l'U. A.) :

1er jour, samedi : Onnaing ; dimanche, Maubeuge ; lundi, Roubaix ; mardi, Croix ; mercredi, Wattrelos ; jeudi, Marquén-Barceuil ; vendredi, Lille ou Sedrin ; samedi, Sedrin ou Lille ; dimanche, Carvin ; lundi, (si possible) Ablain Saint-Nazaire.

Billy-Montigny enverra ses propositions. Nous envisageons une assemblée générale des groupes pour le 11 janvier 1925. Le secrétaire écrira à ce sujet aux camarades en ce qui concerne les frais de déplacements.

Compte-rendu financier : Remis par Bridoux, 28,50 ; regu des groupes de Lille : 10 francs ; Croix-Wasquehal, 14 francs ; Carvin, 5 francs ; Onnaing, 5 francs ; total, 62 fr. 50.

La F. A. a son chèque postal : Dussart Charles, route de Vicq 118, Onnaing, (Nord, C. C. 16.978 - Lille) Pour la Fédération.

Le scandale des meublés

Les vautours des meublés continuent leurs exploits ; chaque jour nous fait connaître de nouvelles victimes des mercantis exploités et profiteurs de la crise du logement.

Quand donc le scandale finira-t-il ? Quand donc aussi les exploités des garnis comprendront-ils la nécessité de se grouper, de rejoindre l'organisation des locataires ? Quand se décideront-ils à appuyer son action pour le triomphe de leur cause ?

Parmi tous les rapaces des meublés, celui du no 11, Cité Industrielle, a sa place. Pour se débarrasser de ses locataires, il les jette à la rue par ses propres moyens. Samedi 13 décembre, à 15 heures, il montait dans la chambre d'un de ses locataires, disait à la femme de celui-ci que le facteur la demandait pour une lettre recommandée. La locataire, sans méfiance, descend, et, pendant ce temps, il prend par la main un enfant de quatre ans et demi qu'il met, demi-vêtu, sur le palier, et lorsque la locataire monte, elle trouve l'enfant tout en larmes et le vautour qui lui déclare l'avoir fait descendre pour mieux se débarrasser d'eux.

Lorsque le mari rentre, il va conter sa mésaventure au commissariat du quartier de la Roquette ; on, selon l'habitude, on ne veut rien entendre.

Les malheureux ont pu trouver asile chez une personne qui a bien voulu les héberger un jour ou deux.

Les malheureux sont venus enfin au Syndicat, où un secrétaire les accompagne chez le logeur qui, naturellement, ne veut pas les réintégrer. On alla ensuite chez le commissaire ; nouvelle et inutile démarche. Puis on téléphona à la Préfecture de Police ; là on nous répondit d'envoyer une lettre et qu'il sera fait une enquête ; puis on nous parla du boulevard Jourdan, mais sans donner aucun renseignement à ce sujet.

« Voilà, en plein hiver, sans argent, sans ressources, un enfant, une femme et un homme contrainsts à errer jour et nuit.

Quelle honte pour un régime qui tolère pareil scandale !

Allons, messieurs des Pouvoirs publics, faites respecter les lois et un peu d'humanité !

Le Secrétaire de Propagande de la XI^e Section des Locataires : Lucien AUBEL

La N'goko-Sangha devra payer les sommes dues à l'Etat

On se souvient qu'un arrêt du Conseil d'Etat fixa à 2 millions 1/2 le chiffre de l'indemnité accordée à la Cie de la N'goko-Sangha pour des prétendus dommages que lui auraient causés les autorités civiles allemandes et des particuliers allemands.

Cet arrêt étant devenu définitif et ne pouvant plus être réformé, la Ligue des Droits de l'Homme a signalé que la Cie N'goko-Sangha restait redevable à l'Etat ou à la Colonie, pour des causes diverses, de sommes importantes qu'elle n'avait jamais payées et qu'il y aurait lieu de le lui réclamer.

En réponse à une question écrite posée à ce sujet par M. Marinus Moutet, le Ministre des Colonies, a déclaré récemment par la voie de l'Officiel que « la Compagnie a été mise en demeure d'acquiescer les redevances dont elle était débitrice. Son représentant vient de faire savoir qu'il prenait des dispositions nécessaires en vue d'un règlement définitif. »

LES SPECTACLES

Opéra. — Relâche.
Opéra-Comique. — 20 h. 15 : Marouf.
Gaité-Lyrique. — Rip.
Théâtre Lyrique. — 20 h. 30 : Rêve de Valse.
Comédie-Française. — 20 h. 30 : L'Hérodiade.
Odéon. — 20 h. 30 : L'Arlesienne.
Porte-Saint-Martin. — L'Amour.
Comédie des Champs-Élysées. — Malborough s'en va-t-en guerre.
Studio des Champs-Élysées. — A l'ombre du Mal.
Atelier. — Chacun sa vérité.
Nouvel-Ambigu. — Le Marquis de Villemer.
Théâtre des Arts. — La Rivale de l'Homme.
Fémina. — Nous ne sommes pas si forts.
Théâtre de l'Avenue. — Koukouli.
Albert-Ler. — Les Ballets Russes.
Maurins. — La Souris Blanche.
CABARETS
Noctambules. — X. Privas J. Cazol, Jean Bastia : la Revue.
Le Grillon. — J. Rieux : la Revue.
La Vache Enragée. — Les Vieilles d'art. M. Hallé et les chansonniers.

A travers le Monde En peu de lignes...

ALLEMAGNE

Le GAGNIS POLITIQUE

Les dernières élections allemandes qui ont sensiblement avantage les éléments de gauche, n'ont pas éclairé la situation politique. Le cabinet Marx, qui s'est réuni hier matin a décidé de donner immédiatement sa démission, et le président Ebert cherche maintenant à résoudre la crise ministérielle. Aucun parti n'est suffisamment fort pour trouver en son sein une majorité gouvernementale, et le futur président du Conseil devra donc avoir recours aux combinaisons. Or, les divergences qui divisent les différents partis politiques sont profondes et l'on pense que malgré l'opinion émise par le peuple allemand, le président du Reich fera appel au Dr Stresemann, qui appartient à la droite, pour former le prochain cabinet.

Pour assurer la vie de son ministère, il faudrait à ce dernier l'appui du centre qui ne semble pas vouloir se prêter aux manœuvres de la droite, et même si le centre acceptait d'entrer dans une combinaison de ce genre, l'opposition communiste et socialiste serait un souci continu pour le gouvernement.

Les socialistes et les communistes, réunis, ont obtenu aux dernières élections près de onze millions de suffrages, et ainsi que le faisait judicieusement observer « La feuille de 8 heures du soir », se serait une folie de vouloir gouverner contre dix millions et demi d'ouvriers.

La situation politique reste donc obscure et démontre clairement que la représentation parlementaire n'est qu'un leurre, puis-que malgré l'esprit des élections, l'on fait encore et toujours appel à la bourgeoisie pour gouverner.

La solution du problème est hors de la politique. Mais il faut que le peuple ait conscience de sa force et de sa puissance pour arriver à un résultat.

L'AMOUR DE LA PRISON

Un jeune homme de Breslau, nommé Weiss, avait été condamné à plusieurs reprises à de légères peines de prison, mais menait depuis quelques temps une vie régulière.

Aussi fut-on étonné lorsque dernièrement il alla se constituer prisonnier, s'accusant d'avoir commis des détournements au détriment d'une firme de Breslau. Il fut incarcéré pendant toute la durée de l'enquête qui démontra que sa confession était fautive d'un bout à l'autre.

Weiss avoua alors qu'il regrettait le régime régulier de la prison, et qu'il avait inventé cette histoire pour le retrouver. La cour qui vient de le juger l'a condamné à dix-huit mois de prison pour fraude vis-à-vis de l'Etat, pour avoir tenté d'en obtenir le logement et la nourriture gratuitement.

ANGI ETIERRE

ALBION PAIE SES DETTES

La Trésorerie britannique vient d'opérer un virement de 31.500.000 dollars pour le compte de la Trésorerie américaine. Cette somme représente une des annuités de la dette britannique aux Etats-Unis, et tout naturellement c'est le peuple qui est obligé de travailler pour trouver cet argent.

SECOURS SISMQUES

DANS LE PAYS DE GALLES

Une violente secousse sismique a été ressentie à Corwen, nord du pays de Galles, avant-hier dimanche, à 13 h. 22. Un grand nombre de maisons ont été détruites, les habitants se sont enfuis dans les rues, épouvantés.

La secousse a été accompagnée de grondements souterrains qui ont duré six secondes. On ne signale aucune victime.

CHINE

UN COUP D'ETAT SE PREPARE-T-IL A PEKIN ?

Tokio, 15 décembre. — D'après des rumeurs persistantes qui circulent dans les milieux politiques et dans le monde des affaires de Tokio, Sun-Yat-Sen est en train de préparer un coup d'Etat avec le général

chrétien Feng, et Karakhan, le représentant des Soviets à Pékin. C'est également l'avis du propriétaire d'un journal imprimé au Japon, le *Japan Advertiser*, qui se trouve actuellement à Shanghai, et qui écrit à son journal :

« Je crois que Sun-Yat-Sen sera à la tête du gouvernement de Pékin dans une quinzaine de jours, appuyé par Feng et par Sun-Yueh, qui commande 100.000 hommes. »

ETATS-UNIS

LE CHARPENTIER ETAIT UNE FEMME

Un télégramme de Los-Angeles annonce qu'un certain Paul Beach, âgé de 45 ans, vient de mourir de chagrin, à la suite de la mort de sa femme. La surprise fut grande lorsqu'on constata que Beach était une femme. Les voisins, qui connaissaient le couple intimement, ont déclaré qu'ils n'avaient jamais eu le moindre soupçon, et que Beach, qui était charpentier, avait toujours travaillé très rudement.

La police fait une enquête pour rechercher sa véritable identité. Jusqu'ici elle n'est pas encore connue, mais un fait est acquis, c'est que Beach a été marié légalement, sous son nom fictif.

L'AMERIQUE SECHE

60.000 arrestations

Washington, 15 décembre. — Au cours de la dernière année fiscale, les autorités de la prohibition ont arrêté 66.161 personnes — soit 25.938 de moins qu'il y a deux ans — inculpées d'avoir contrevenu aux lois sur la prohibition.

D'autre part, 2.579 automobiles et 111 bateaux, qui transportaient des boissons alcoolisées ont été confisqués. Enfin, rien que dans les Etats de New-York et de Pennsylvanie, les agents de la prohibition ont découvert 76 brasseries clandestines.

SUISSE

UNE VIPERE AVAIT RONGE LES INTESTINS D'UNE JEUNE FILLE

Une jeune fille est morte, récemment, au milieu de douleurs épouvantables, et on a trouvé dans son estomac une vipère vivante. La patiente avait été mise à la diète et la vipère, que la faim tenaillait, avait mangé les intestins de la jeune fille.

On suppose que la malheureuse, en buvant dans un ruisseau, avait avalé un petit reptile ou un œuf de reptile.

JAPON

LA PROPAGANDE TRAVAILLISTE AU JAPON

Le professeur Ikjo Oyama, de l'Université de Waseda, déclare que le Japon se montre de plus en plus favorable aux idées socialistes et qu'un parti du travail est en voie de formation.

Ce nouveau parti, formé de Fédérations du Travail et d'autres groupements qui englobent à peu près toutes les classes sociales, paysans, employés, étudiants, sera assez fort pour faire élire des députés aux prochaines élections.

Le professeur Oyama ajoute que les travailleurs demandent le suffrage pour les femmes, les réformes dans l'administration coloniale, le suffrage pour les colonies et la réduction des armements sur terre et sur mer.

LEURS DI IDENDES

— Une cuve en ciment remplie d'essence fait explosion dans l'entrepôt de M. Nerron, négociant à Lyon. La toiture du bâtiment est arrachée et un employé, M. Robert Roméo, est grièvement blessé. Dégâts importants.

— A l'usine Weibel, à Kayserberg (Haut-Rhin), l'ouvrier Justin Bucholtz, 19 ans, de Sigolsheim, est pris entre un ascenseur et un mur et meurt à l'hôpital.

— Boulevard Voltaire, à Dijon, au cours des travaux de réfection de la chaussée, un fût de mazout fait explosion. Quatre ouvriers étrangers sont grièvement blessés.

Un qui en avait mare

Dégouté du triste métier, sans beauté et sans utilité, écoeuré des brimades, las du joug militaire en un mot, Maurice Breri, 21 ans, avait déserté du 3^e bataillon d'ouvriers à Mézidon. Il a été arrêté alors qu'il se trouvait avec son frère, à Corbeil-Cerif.

L'ancien témoin était trop galant

Un malheureux témoin de l'affaire Seznec dont le témoignage n'avait pas été sans attirer quelques désagréments à certains policiers, était pour ce fait surveillé par eux. Il a eu le malheur de faire une plaisanterie qui de la part d'un autre aurait été qualifiée d'innocente.

Or Le Her qui est assez porté sur les plaisirs de la chair, montait l'autre jour chez Mlle Jeannois, 20 ans, petite tonne, demeurant boulevard Victor. Là, comme il voulait aller... jusqu'au bout, la jeune fille se mit à crier.

La jeune imprudente prétendit que Le Her lui avait donné ordre de l'emmener dans sa chambre en se disant médecin de la Santé. Nous croyons que pour obéir, la jeune fille possédait une certaine dose de naïveté. A moins que... à moins qu'il n'y ait là qu'un odieux quet-apens et un essai de vengeance policière.

On arrête

A la suite de nombreux cambriolages dans la région de Orléans, on arrête : Marcel Jacob, 23 ans, 80, rue du Sergent-Bobillot, à Créteil ; Edouard Delpès, 44 ans, et Jean Bussacillet, 33 ans, 13, Grande-Rue, à Maisons-Alfort.

En léthargie depuis cinq jours

Périgueux, 15 décembre. — Une demoiselle de Périgueux, âgée d'une trentaine d'années, était sujette à des crises nerveuses. Mardi matin, à la suite d'une nouvelle crise, elle fut considérée comme morte, et le directeur des pompes funèbres fut appelé. Le médecin de l'état civil l'ayant examinée, refusa le permis d'inhumer, et un nouvel examen permit de conclure à un état léthargique.

Quatre docteurs, appelés par la famille, surveillent depuis la dormeuse.

Broyé par un train

Vesoul, 15 décembre. — Au pont de Froty, Mme Guillemot a été broyée par un train. On croit à un suicide.

Les automobiles meurtrières

Toulouse, 15 décembre. — Hier soir, vers 5 heures, un jeune avocat stagiaire, M^e Martin de la Moutte, rentrait d'une réunion politique. L'automobile dans laquelle il se trouvait stoppa pour une réparation, et le jeune homme descendit. Comme il traversait la route, il fut happé par la voiture d'un de ses amis et tué sur le coup.

Bateau en perdition

Marseille, 13 décembre. — La station de Marseille-jette a reçu un radio de détresse : « Le voilier Chavire » allant à la dérive, est dans la position exacte latitude 39°53 nord, longitude 3°18 Est, près du cap Mallouf. Danger pour la navigation. » Il s'agit du schooner signalé le 8 courant, en perdition entre l'Algérie et les Baléares.

L'alcool qui tue

Saint-Etienne, 15 décembre. — Alcoolique, Blondel, 60 ans, dans une crise de délire vide les fûts de sa cave, brûle plusieurs billets de 1.000 francs, blesse sa femme d'un coup de couteau et va se pendre dans la campagne.

Les cognes trinquent

Revest-du-Buis, 15 décembre. — Deux gendarmes allaient procéder à l'arrestation de Léon Tronchet, lorsque, au moment où il allait être arrêté, Tronchet sortit un revolver et fit feu sur les deux gendarmes. Il prit ensuite la fuite, mais il fut arrêté dans la soirée.

Les deux gendarmes, tous deux grièvement atteints, ont été transportés à l'hôpital de Forcalquier.

Sur les toits

Nice, 15 décembre. — Une cuisinière d'un hôtel de l'avenue de la Victoire, Mme Auguste Marie, regagnait l'autre nuit sa chambre, lorsqu'elle fut assaillie par un individu qui, après l'avoir assommée à moitié, lui enleva 900 francs.

Son coup fait, l'homme s'enfuit sur les

toits, mais on l'arrêta. C'est un nommé Gilbert Boullier, 20 ans.

Dans la poursuite il se blessa sérieusement.

Les discussions qui finissent mal

Julien Pantron, journaliste, demeurant 26 bis, rue St-Pierre, à Saint-Ouen, rentrait l'autre soir chez lui quand il fut accosté par Charles Gassin, mécanicien, demeurant 3, rue Saint-Pierre. Une discussion éclata aussitôt entre eux et un coup de revolver éclata. Pantron s'écroula mortellement blessé et le meurtrier prit la fuite.

Nous l'avons en dormant

madame, échappé belle

En gare de la Glacière le robinet d'un wagon-citerne se trouva ouvert accidentellement et les 17 tonnes d'essence qu'il contenait se répandirent ainsi dans les égouts.

Heureusement, l'alarme fut donnée et toutes les précautions purent être prises. On tremble cependant à l'idée qu'un rien aurait pu suffire pour faire sauter un quartier de Paris. Tout danger est maintenant écarté.

Sur la route

Une auto du sanatorium de Bligny, conduite par le chauffeur Berthier a écrasé sur la grand-route à Gometz-le-Châtel un pignon dont on n'a pu établir l'identité et qui a succombé peu après.

Tué par un sanglier

Chaumont, 15 décembre. — A Mertrud (Haute-Marne), M. Corvilliers qui travaillait dans une vigne, a été attaqué par un sanglier que des chiens pourchassaient. Il a succombé sur le coup à ses blessures.

L'auto qui tue

Aurillac, 15 décembre. — Un journaliste, nommé Hébrard, traversant une rue d'Aurillac, a été tamponné par une automobile. Le crâne défoncé, il est mort peu après.

Une affaire de détournement à Casablanca

Casablanca, 15 décembre. — Antony Léoni, commis à la recette de l'Enregistrement de Casablanca, a été arrêté sous l'inculpation de détournement d'une somme de 15.000 francs commis avec la complicité de son collègue Bernardini.

Le nommé Casanova, ancien greffier du tribunal, condamné et révoqué pour abus de confiance, est recherché pour recel.

Naufrage d'une goélette

La Rochelle, 15 décembre. — La goélette « Barnone », du port de Palmpol, transportant 250 tonnes de morues à destination de La Pallice, s'est échouée à La Noue. L'équipage et un passager ont pu gagner la côte.

Scalpe par l'explosion d'une bombe

Anancy, 15 décembre. — A l'occasion d'un mariage, à Voyrie-du-Lac, M. François Busnet, âgé de 60 ans, fit partir des bombes. L'une d'elles ayant subitement fait explosion, M. Busnet a été littéralement scalpé.

Tragique mascarade

Riom, 15 décembre. — Trois jeunes filles se éguisent en hommes pour faire une farce à un vieillard. Celui-ci prend peur et tire sur elles un coup de fusil. Une des malheureuses s'écroule mortellement blessée.

Unis dans la mort

Limoges, 15 décembre. — Deux jeunes gens, Louise Royer, garçon de café, et Marie Plaisance, avaient résolu de se suicider. Devant la résistance des parents de la jeune fille, le couple, dans une chambre meublée, rédigea une touchante lettre d'adieu. Puis, ayant tué son amie d'un coup de revolver, Louis Royer se fit brüler la cervelle à son tour.

Un mauvais père

Lille, 15 décembre. — Joseph Chmelinski, 37 ans, Polonais, charretier, 54, rue du Bourdeau, a été arrêté pour s'être livré sur son fils Stanislas à des sévices graves. Il faisait déshabiller l'enfant et le frappait sauvagement avec une corde. Il amenait chez lui des femmes de mauvaise vie et se livrait à des obscénités en présence du pauvre gosse qui partageait, d'ailleurs, le lit paternel. Samedi dernier, Stanislas étant rentré en retard, son père le frappa avec une lanterne de cuir garnie de fer. Le corps du malheureux enfant ne forme qu'une plaie.

PARIS ET BANLIEUE

— Dans un hôtel, rue de l'Arc-de-Triomphe,

phe, Joseph Conter, 23 ans, domestique luxembourgeois, et une femme, Amélie Laporte, 22 ans, ivronnaise, ont été trouvés morts.

Conter avait tué sa compagne d'une balle de revolver à la tête, et d'un second coup de feu s'était suicidé.

— Ayant couché avec eux leur bébé de 37 jours, les époux Barjelona l'étouffèrent par mégarde en dormant.

DEPARTEMENTS

— Dans un tournant brusque de la route à Bourzweiller (Haut-Rhin), l'ouvrier polonais Korowsky fut renversé par une camionnette. Vouant éviter d'écraser l'ouvrier la camionnette renversa Marie Ritter, 11 ans, qui eut les deux jambes broyées.

— M. Bernard Minne, 71 ans, rentier, tombe sur la chaussée, rue de la Claf, à Hazebrouck. Une auto, conduite par M. Lucien Smaghe, l'écrase. Il succombe.

— Par suite de l'infiltration des pluies, le mur de soutènement des fortifications s'effondre, rue Algésiras, à Brest. La toiture d'un immeuble qui couchait habituellement un soldat, heureusement en permission, cède sous le poids. Quatre automobiles sont écrasées sous les décombres.

Un drôle de garde-champêtre

Voici le rôle que remplit le garde-champêtre Lepoutre, du quartier de l'Entrepôt, à Taillefrais-Marçay.

Quotidiennement, avec sa femme, il va prendre place à la table des domestiques de la grande caserne des sous-officiers.

La femme distribue la ration aux domestiques et sert largement le garde-champêtre et sa femme, de manière qu'il réduit la part de chacun.

Tout le monde étant servi, la femme enveloppe la viande, et Lepoutre, sa canne sous le bras, prend le paquet pour manger son contenu le lendemain.

C'est ainsi qu'on fait les bonnes maisons. Le soir, il voyage pour surprendre les charretiers qui ne sont pas en règle. En outre, il écoute aux portes les conversations intimes des familles.

Ce garde-champêtre est un pique-assiette et un mouchard.

Les vautours de Rennes

Ici comme ailleurs, si les travailleurs veulent comprendre et agir, ils pourraient être avertis à de meilleures conditions.

Lorsqu'il y a une menace d'expulsion, il faut avertir le voutour par lettre recommandée.

En voici un exemple :

« Rennes, 10 décembre 1924. »

« Monsieur Simon, »
« Une requête en audience du tribunal dit de paix a été remise en votre nom à Mme veuve Fresnel. Nous ne savons si vous êtes profiteur de guerre, mais vous êtes un profiteur de misère, indigne de tout être qui se respecte. »

« Vous n'ignorez pas que Mme veuve Fresnel est victime de la vie chère ; elle compte 80 années toutes de souffrances, parce qu'enfant de misèreux, misèreux elle-même. Elle est paralysée depuis six ans ; vous savez donc qu'elle ne peut ni ne pourra se rendre à un tribunal quelconque. Qu'y faire ? Son seul crime est d'être pauvre. Elle ne peut ni travailler, ni voler ses semblables : il lui restera donc à se priver de manger pendant trois mois pour satisfaire votre exigence de rapace. En ce cas, c'est bien sa mort que vous désirez ? C'est monstrueux, c'est un acte de lâcheté et de sauvagerie que vous accomplissez. »

« Et sans doute vous savez que ce n'est pas bien propre, puisque vous n'osez vous-même accomplir ce forfait de jeter hors de son abri une femme paralysée ; vous menacez de faire agir la force publique. Ne croyez jamais que le titre de « voutour » vous autorise d'attenter à la vie de vos semblables, bien que soutenu par les lois criminelles en vigueur, avec le concours des « exécutants » complices des crimes sociaux. »

« Si ce forfait s'accomplit, c'est la mort certaine de Mme veuve Fresnel, vous le savez. Mais sachez aussi que ce sera le nom de Simon qui sera tenu pour responsable. »

« Depuis vingt-cinq années Mme veuve Fresnel est abritée dans le taudis dont vous avez la prétention de la priver : sachez que nous continuerons à lui assurer son droit à la vie et son abri. »

« Ses enfants : »

« H. Boivin et sa compagne. »

René Maran s'explique

D'ailleurs, en 1918, entre mai et juillet, alors que dans n'importe quelle autre partie de la subdivision l'envoi d'un boy suffisait à recueillir des porteurs, il fallut envoyer à quatre reprises différentes, le sergent Begbie et cinq gendarmes régionaux procéder au recrutement forcé des gens de Gripende et de Doungouyolo.

Ce sont, du reste, ces derniers qui se sont montrés d'une mauvaise volonté sans pareille. En tant qu'homme, je comprends parfaitement cette mauvaise volonté, et je trouve même qu'elle aurait dû aller jusqu'à la révolution. Mais le fonctionnaire colonial n'est pas un homme. Il doit faire taire son cœur et même, lorsqu'il en a trop, exécuter, malgré lui, les ordres reçus, parce qu'il est payé pour accomplir son métier de garde-chiourme, qu'il abomine en son âme et conscience.

Donc ces derniers se sont montrés d'une mauvaise volonté sans pareille. Trouvant les charges trop lourdes, ils les projetaient sur le sol. Les bouteilles de vin brisées, ils recueillaient plus ou moins le liquide échappé des caisses, le buvaient. Et, lorsqu'ils repartaient ils n'avaient plus, sur leur tête, qu'un colis de 12 au lieu de 25 ou 28 kilos.

L'honorabilité de ma gestion et ma vigilance étant en jeu, M. Bonneveau fut toujours informé de ces incidents par mes soins. Mais, chaque fois, en tant que président de la commission chargée de réceptionner des colis, il me pria de ne rien signaler. Lorsque j'amenais devant lui des coupables, il les renvoyait, sans même les blâmer pour la forme.

Il est possible qu'un jour — les interrogatoires recueillis à ce sujet par M. Bonne-

veau, chef de la circonscription de Gripende, tendent à le prouver et semblent le fixer, ce jour, en fin mars 1918 — il est possible que j'aie giflé un indigène répondant au nom de Mongo.

Je dis : possible, car, à aucun moment, je n'ai reconnu avoir frappé Mongo.

L'enquête menée en juin et juillet 1918 déclarait, entre autres choses, que ce Mongo était décédé des suites de coups que je lui avais portés, deux mois après les avoir reçus. M. Lambin, gouverneur de l'Oubangui-Chari, disait lui aussi deux mois dans le rapport qu'il envoyait sur mon compte à M. le gouverneur général. Ce rapport, que j'ai vu, figure à mon dossier. Il y demandait d'ailleurs de classer l'affaire, qui n'a eu de suite que sur mes instances pressantes. Car, j'insiste là-dessus, c'est moi-même qui ai demandé à être traduit devant les tribunaux.

Je ferai remarquer, en passant, qu'il sera aisé de trouver en mon dossier, en même temps que la lettre de M. le gouverneur Lambin à laquelle je fais allusion, une autre lettre de moi dans laquelle je demandais qu'on autopsiât le corps du nommé Mongo, dans le dessein de savoir si on devait attribuer son décès ou à la maladie ou au traumatisme. M. Lambin déclara que cette autopsie n'était nullement nécessaire.

Eh bien ! un an après, pour jour, M. le juge d'instruction parvenait à ramener ce laps de temps de deux mois à deux ou trois jours, en un pays où les indigènes ne savent pas compter au delà de 20, même lorsque l'on prend le soin de leur mettre des bouts de bois entre les mains.

Qui plus est, il ne crut pas devoir me confronter avec les quinze indigènes qu'il avait interrogés, et qui ne pouvaient être là le jour de l'incident, pour la bonne raison que,

seul, le nommé Mongo était demeuré, alors que tout le groupement dont il avait la charge, les caisses déposées par terre, avait pris la fuite. Je me garderai bien d'insister sur ces contradictions. Elles sont apparentes. Je me contenterai de dire plutôt ce que j'ai dit alors, ce que je dis encore, à savoir que, ce jour-là, l'Européen placé sous mes ordres rudoya et blessa non pas un, mais trois indigènes. Je les dirigeai aussitôt sur l'infirmerie. Pensés, ils allèrent se plaindre à M. Bonneveau qui, devant la défense plutôt vive que je lui présentais de mon subordonné, se contenta de le réprimander alors que, de prime abord, il voulait le mettre à la disposition de M. le gouverneur de l'Oubangui-Chari, par rapport spécial et confidentiel.

Il est étonnant qu'ayant brutalisé Mongo ce même jour, ses compagnons n'aient songé à porter plainte contre moi que deux mois plus tard. Il est tout aussi étonnant qu'ayant fait prodiguer des soins aux porteurs violentés par mon subordonné, j'aie vu partir avec indifférence l'homme que j'avais blessé.

Mais tout cela paraîtra moins étonnant à qui saura que j'avais menacé M. Bonneveau de lui tirer les oreilles, parce que l'incorrection qu'il avait envers moi dépassait toute limite. Mais cela paraîtra moins étonnant à qui saura que les indigènes me rendaient responsables d'un état de choses dont j'étais obligé d'assurer l'exécution. Mais cela paraîtra moins étonnant à qui saura que, lorsque je fus dirigé sur Bangui, M. Bonneveau avait fait courir le bruit parmi les indigènes que j'allais être mis en prison.

En passant, je ferai remarquer que, pas plus aujourd'hui qu'autrefois, par un sentiment de dignité facile à comprendre, je n'appuie sur le cas de mon collaborateur. Cet Européen était sous mes ordres. Sachant les difficultés que nous avions à vaincre, j'avais pris à mon compte ses erreurs et ses débordements. Ayant seul été accusé, à l'instruction je n'ai même pas voulu qu'on l'interrogeât. Je peux toutefois reconnaître ici

que dix ou quinze jours avant ma condamnation, comme il ne se sentait pas très tranquille, il vint me trouver et me dit : « Mon cher Maran, j'ai une femme... un enfant... Je vous en prie... Ne dites pas que c'est moi... » Je l'assurai de mon silence. Mais cette prière n'est-elle pas une révélation ?

Quoi qu'il en soit, en admettant que mes souvenirs soient erronés, et que l'enquête ait fait parler la lumière, il est indéniable que si, comme on a accoutumé de le faire dans tous les postes de l'Oubangui, et pour les moindres travaux, on avait mis à ma disposition les trois ou quatre miliciens indispensables, nous n'aurions pas eu, mon collaborateur et moi, à essayer de rétablir l'ordre par tous les moyens que pouvait nous suggérer notre énergie. Si nous avions hésité, les vols se seraient généralisés, on m'aurait accusé de négligence et l'on m'aurait imputé les vols.

Voilà, grosso modo, l'histoire de « l'affaire de Fort-Crampel ». M. Guinat, colon européen, résidant à Nana-Ke, et moi, nous avons déposé une plainte en assassinat, en juin ou juillet 1918, contre M. Bonneveau. M. le gouverneur Lambin, au cours de l'audience qu'il m'accorda le 10 août de la même année, me déclara, et ce sont ses propres paroles que je reproduis : « Après tout, je suis gouverneur. Et si je le suis, vous admettez que je suis libre de donner à vos plaintes les suites qui me plaisent. »

La même année, à la même époque, au même endroit, c'est-à-dire à Fort-Crampel, alors que ce gouverneur se refusait à laisser procéder à l'enquête administrative que je réclamaï, on en menait une motivée par différents assassinats commis par l'administration du M^e Pres. Celui-ci avait rendu un ou deux indigènes et fusillé deux ou trois autres.

Traduit en cour d'assises, il a été acquitté. Enfin, je ne parlerai que pour mémoire de l'affaire de cet administrateur de Rafai, qui date de 1915. Il a été prouvé que ce fonctionnaire avait tué et ébouillanté une dizaine

d'indigènes, et qu'il avait volé 60.000 francs de remises d'impôts qu'il aurait dû délivrer au sultan de Rafai.

Cet argent n'a pas été remis. Ce fonctionnaire n'a pas été inquiété. On l'a simplement forcé à s'engager. Il est mort, je crois, lieutenant d'infanterie coloniale et décoré de la Légion d'honneur.

Je me cache si peu de ce que l'on me reproche, que c'est pour déclencher une enquête que j'ai écrit la préface de *Batouala*. En 1921-22, une mission d'inspection séjourna à Fort-Archambault, poste qui est sis à 130 kilomètres environ de Fort-Crampel. En ce moment-là, la campagne contre *Batouala* battait son plein. Des journaux comme le *Temps*, des revues comme *La Renaissance* me jetaient à plein nez la mort de Mongo. J'avais demandé à rentrer en France pour venir me défendre. Par l'intermédiaire de M. Gratien Candace, député de la Guadeloupe — j'ai cette lettre en ma possession — M. Albert Sarraut, ministre des colonies, refusa de m'accorder cette permission. Bien plus, et j'ai la conviction que les renseignements que l'on m'a donnés à ce sujet sont exacts, ordre fut donné à la Mission d'inspection de se refuser de déférer aux demandes d'enquête que je pouvais formuler.

On peut continuer à m'accuser du meurtre de Mongo. Tant qu'il me restera quelque force, je continuerai à défendre les nègres contre le colonialisme de certains nègres et contre les procédés de colonisation de l'administration coloniale.

René MARAN

Une remarque. *L'affaire Mongo* relevait de la cour d'assises. On l'a correctionnellement justifié parce que l'on a senti que l'on n'avait pas d'autre moyen de m'atteindre. En cour d'assises, il m'aurait en effet été plus facile de faire ressortir lumineusement toutes les responsabilités de l'administration coloniale et des fonctionnaires, mes chefs, qu'elle a couverts comme l'ai couvert mon subordonné européen.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Apothéose

L'Union des Syndicats de la Seine, en accord avec le parti communiste, a décidé une campagne formidable en faveur de l'unité syndicale. Un meeting monstre terminera cette campagne. Ces quelques lignes sont, a priori, le compte-rendu de ce meeting.

Aie ! Aie ! Mes oreilles ! Quel est ce bruit, ces clameurs formidables ? Quelle est cette foule grouillante, hurlante, maintenue par des hommes avec des brassards, portant des pancartes à la loutonnière, comme des numéros de flics à leurs capuchons.

Comment, tu ne sais pas, tu n'es pas au courant ? Mais c'est le parti communiste, la C.G.T.U. et l'Union des Syndicats de la Seine, qui engagent une campagne d'agitation en faveur de l'unité syndicale.

Même que le parti a décidé — dans les cahiers du bolcheviste — que cette campagne serait arrêtée pendant quelques jours, afin que puisse se tenir le congrès fédéral.

Tu me parais peu au courant des questions syndicales, entrons à ce meeting, veux-tu ? Ça te permettra de l'éduquer et de le débarrasser un peu le crâne.

Nous entrons. La séance est déjà commencée, la salle est comble.

Le premier garde-champêtre que nous rencontrons nous ordonne de nous taire, par force « chuts » impérieux et regards courroucés.

Mon ami ne me semble pas à son aise. Evidemment les tribunes officielles, où siègent tous ces hommes à lunettes d'écaillé, à la mine suffisante et pleine de supériorité, les drapeaux pointant leurs lances vengeresses, forment une apothéose qui l'impressionne fortement.

Il ne me paraît pas entendre les imprécations, cris de colère ou de joie, qui s'élèvent de toutes ces poitrines qui nous entourent.

Il semble fasciné par un diabolotin d'homme qui, haut perché, s'époumone et se tremousse à la tribune à l'ombre d'un étendard, tout nouvellement importé de Russie et qu'un fort gaillard fait pencher vers lui, tel un saule pleureur.

L'orateur tonitrue gesticule, jette ses fondres et l'anathème, les applaudissements et les cris l'encouragent.

Les social-traitres (hou ! hou !) ont trahi la classe ouvrière, en votant l'application du plan Dawes (hou ! hou !).

Les réformistes (hou ! hou !) les ont suivis dans la même voie. Les anarcho-syndicalistes (hou ! hou !) sont venus à la bourgeoisie (bravos !). En quittant la C.G.T.U. ils perpétuent l'état de scission.

Il est de notre devoir, à nous révolutionnaires, de reconstituer des syndicats, à côté des réformistes et des anarcho-syndicalistes (bravos !). Nous combattons ainsi la réaction bourgeoise et nous cassons les reins aux contre-révolutionnaires (bravos !). Nous devons montrer au monde ouvrier notre volonté d'unité. Nous devons mettre les social-traitres (hou ! hou !), les réformistes (hou ! hou !), les contre-révolutionnaires, petits bourgeois anarcho-syndicalistes (hou ! hou !) en face de leur responsabilité, en leur proposant l'unité (bravos !). Le mot d'ordre du parti communiste c'est l'unité syndicale (bravos !).
Les cris, les hurlements, les invectives s'entrechoient dans une cacophonie de tous les diables.
Les poings se tendent menaçants, à l'adresse des vendus, des traîtres, des anarcho-syndicalistes, de ces mouchards, avec lesquels on veut à tout prix faire l'unité.
Un grand diable se dresse comme un possédé en face de moi. Il écarlate sans pitié, mon cor et mon œil de perdrix — en attendant que ce soit celui de Moscou, il ne l'aura pas volé non plus, celui-là.
Je me retourne, et une angoisse subite m'étreint le cœur.
Mon ami est là, bouche bée, les yeux ronds, la sueur ruisselant sur son front, l'air positivement abruti. Sans nul doute il fait des efforts inouïs pour comprendre.
Rapide comme l'éclair une vision se présente à mon esprit, — une cellule de Charenton ou de Ville-Evrard, se refermant à tout jamais sur mon malheureux camarade —, et machinalement je le prends par le bras et l'entraîne vers la sortie.
Dehors un poivrot fait un discours à deux bourriques qui le regardent d'un air sournois.
Voulez-vous que je vous dise pas, eh ! ben les sociaux c'est des vendus, pis les réformistes aussi et pis les anars aussi, et pis Cachin ! Eh ! bien j'y foudrais ma botte dans le Treint. Tous les politiciens c'est des v... d'abord c'est vrai, parce que tous les orateurs viennent de le dire au meeting.
Les flics l'ont laissé tomber, quelques révolutionnaires authentiques s'approchent, des révolutionnaires pour de vrai, ils sont matriculés... Qu'est-ce qu'il a dû prendre !
J. DE GROOTE.

Les véritables scissionnistes

Ainsi donc voici les nouveaux croisés bâtisseurs partis prêcher la nouvelle guerre sainte, suivant l'évangile ordonné par Moscou et édité par la C. G. T. U. Bien entendu, il s'agit non d'organiser et d'unir les travailleurs du Bâtiment, mais de semer chez eux le trouble, la haine et la méfiance.

Ces nouveaux prêtres sans scrupule n'ont cure de respecter le vieil édifice fédéral ; en effet, ils sont chargés de le détruire et ce par tous les moyens, même les plus crapuleux ; dans le genre de ceux qu'employaient jadis Mandrin et ses acolytes.

Nos pèlerins, dis-je, ne cherchent pas à créer de nouvelles organisations qui seraient à la merci de la nouvelle religion, non ! ils vont où il y a déjà quelque chose d'établi, de cette façon leur œuvre de destruction est rendue plus facile. Mais, quelquefois, ceci ne se passe pas sans heurt. le nouveau pape Teulade et son sous-verge le triste Dessay en ont fait l'expérience, l'un dans la Loire, l'autre en Bretagne. Les détracteurs du véritable syndicalisme furent en effet reçus sans cérémonie, c'est-à-dire à poings fermés et à pieds levés, juste retour des choses d'ici-bas.

Nous croyons, malgré tout, que le Conseil de la Fabrique à tout briser n'a pas l'heure de se réjouir de cette croisade, car les billets de mille jetés dans l'affaire par les directeurs de l'Agence de Moscou — lisez C. G. T. U. — n'ont guère rapporté autre chose que quelques squelettes dont les derniers vestiges ne tarderont pas à être disséminés aux vents de Russie. Après avoir chanté il faudra ramener le diapason au ton naturel, et déclarer que le nombre n'est ni la valeur ni la qualité et que la vieille Fédération conserve les troupes les plus nombreuses et les mieux aguerries.

Les laissés pour compte qu'auront à se partager les nouveaux disciples de Mandrin, n'auront donc de valeur que celle qu'ils leur attribueront, et le véritable syndicalisme n'aura qu'à se réjouir de constater que l'atmosphère dans laquelle il se meut est assaini. Les pontifes orthodoxes qui organisent (qu'ils disent) un congrès par dessus un organisme central régulier celui-là, en seront donc pour leurs frais de basse démagogie.

Les véritables révolutionnaires restent fidèlement attachés à notre vieille Fédération sauront mépriser les attaques, les injures et les cris de haine de la clique aux abois.

Ils sauront se ressaisir et montrer en l'année 1925, au patronat, leur véritable ennemi de classe, qu'ils sont encore capables de lui arracher quelque chose et de lui faire respecter les conquêtes qu'ils ont su lui imposer.

En dehors des « m'a-tu-vu » de la politique, la vieille Fédération saura continuer la lutte contre les exploités, jusqu'à la disparition du patronat.

La motion d'Amiens, d'abord, moscou-taires !

Jean DIRET.

Grève générale chez les galochiers de St-Etienne

Depuis le 3 décembre, la grève est générale chez nos camarades galochiers de St-Etienne.

En réponse à une demande d'augmentation de salaires faite par le syndicat, la maison Vial rue Valbenoite, touchée la première lock-outa son personnel.

Devant cette provocation et le refus par les maisons Gonon, Fridière, Imbert, Gourbeyre, Bourgin et Pichon, de discuter, les ouvriers répondirent par la grève générale. Ces camarades réclament 3 francs de l'heure et un tarif correspondant aux pièces pour huit heures de travail.

La Fédération Unitaire des Cuir et Peaux vous demande de leur venir en aide et de faire passer à cet effet des listes de souscription.

Envoyez les fonds au Camarade Soulat, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (X^e). Les camarades galochiers de Paris sont invités à ne pas oublier leurs camarades galochiers de St-Etienne et à verser le produit de leurs collectes au syndicat général de la Chaussure, Bourse du Travail, 1^{er} étage, Bureau 18.

FEDERATION DE LA REGION PARISIENNE

Groupe Universitaire et des V^e et VI^e Arr.

6, Rue Lanneau, 8 h. 1/2 du soir, 18 Décembre

GRANDE CONFERENCE

L'ANARCHIE

sa philosophie son économie ses méthodes par FERNAND ANTOINE

Les sales boîtes

CARROSSERIE BELVALETTE 21, rue Duret, Paris

Il y a près d'un mois, sous cette rubrique, nous avons déjà signalé cette maison. Depuis, comme des individus sans conscience, les membres de la direction jettent, chaque matin, un coup d'œil inquiet sur Le Libéraire déployé tout grand sur le bureau. Aujourd'hui, de nouveau, ils pourront faire la grimace en apprenant notre indignation, car il y a une quinzaine de jours un sellier fut congédié pour soldat marqua de travail ; ce qui n'empêchait nullement le lendemain les ouvriers selliers d'accomplir la journée de dix heures.

Le piège, visiblement grossier, fut heureusement déjoué par « le groupe d'anarchiens » qui veillait. Les selliers comprirent et quittèrent maintenant comme tout le monde à 4 h. 15 le soir.

Pendant la semaine dernière, le nommé Fion, récidiva en délaçant deux anciens compagnons peintres pour manque de travail, alors que huit jours auparavant il avait embauché trois compagnons que la débâche n'atteignait pas, et dont un seul seulement avait le prix horaire obtenu par notre victoire remportée il y a quelques mois.

Cette goujaterie démontre quelle mentalité possède cette tête à gifles Fion, qui un jour ou l'autre se fera froter les oreilles, car d'après renseignements pris, bon nombre de camarades sont fixés sur les agissements de ce valet du patronat et savent à quoi s'en tenir.

Il nous faut aussi signaler un pauvre hère dénommé MAS, depuis cinq ans dans cette « boîte » qui se fait un plaisir de servir de flic en faisant pour cela mille bassesses, et en suivant le soir, avec prudence, certains ouvriers peintres comme lui-même.

Cette espèce de chien couchant est bien accueilli dans cette maison qui ne désirent avoir affaire qu'à cette catégorie inoffensive.

Les camarades peintres sont donc prévenus que pour travailler présentement chez Belvalette il faut avoir échine souple et savoir ramper.

Il est bien entendu que nous nous adressons aux ouvriers conscients, et les prions d'avoir toujours en mémoire ce nom « Fion » à qui nous souhaitons — c'est son habitude — quinze jours de mal de tête après lecture de cette nécessaire mise en garde.

CHEZ MOREUX

Chez Moreux, 24, rue Fromart, à Levallois, les quarante-huit heures sont encore légèrement inconnues. La sortie annoncée à 17 h. 30 tous les jours est celle qu'emploient les bons copains qui ne veulent pas travailler plus de huit heures ; et comme la plupart du personnel reste une heure de plus chaque jour, ceux qui quittent à 17 h. 30 sont vite repérés et ne moisissent pas dans cette boîte.

Dans la même rue, chez Auto-Radiateur, même sabotage des huit heures. Dans cette boîte le directeur a une haine féroce contre les syndiqués. Quand un camarade est visé par le directeur, il est la proie de ses sarcasmes et en butte aux éternelles railleries, pour finalement être jeté dehors comme un malpropre, et nanti d'un tas de qualificatifs dont il se passerait aisément. Les copains qui entreraient dans ces toîtes sont avertis.

Dans le S. U. B.

Chez les charpentiers en fer. — Nous rappelons à tous les compagnons et aides, en un mot à tous les professionnels du département de la Seine que tous les communistes qui passent dans l'Humanité au nom d'un pseudo-syndicat sont plagiaires et mensongers.

L'ambitieux et les quelques guenilles qui tentent en ce moment de diviser notre corporation au bénéfice du Parti Communiste en seront pour leurs frais et s'ils insistent dans cette œuvre néfaste, les auteurs en seront rendus responsables.

Notre vieux syndicat, aujourd'hui une des plus fortes sections techniques du S.U.B. a vaincu des divisionnistes plus dangereux que ces « femmes » qui usurpent le titre de Charpentiers en Fer. Les jeunes de la rue Grégoire de Tours qui eux, cependant, étaient des professionnels furent dans l'obligation de disparaître devant notre action énergique.

Nous avons la modeste prétention d'affirmer que tous les vieux et jeunes compagnons de la place agiron de même aujourd'hui. Ils ne toléreront de personne que le syndicalisme soit ravalé au rôle de vassal d'un parti politique.

Cette note est notre dernier avis. Que tous les divisionnistes rouges ou noirs se mettent bien cela dans la tête.

Et vous, tous compagnons n'oubliez pas d'être vigilants et actifs pour le syndicalisme intégral. Soyons intransigeants.

Charpentiers en Bois. — (Ordre du jour) — Les charpentiers en bois réunis en Assemblée Générale corporative le Dimanche 14 décembre Bourse du Travail.

Décident de mener l'action sur les chantiers pour l'application des 8 heures et l'intégralité du cahier de revendications déposé par la 13^e Région Fédérale.

S'engagent à faire une propagande intense pour se regrouper dans le syndicalisme révolutionnaire.

Envioient leur salut fraternel et syndicaliste à toutes les victimes emprisonnées par la réaction mondiale.

Se séparent aux cris de Vive le Syndicalisme Révolutionnaire.

Cet ordre du jour a été voté à l'unanimité.

Grande Conférence, ce soir mardi, 16 à 20 heures, Bureaux 13 et 14, Bourse du Travail, 4^e étage.

Section Technique des Monteurs-Electriciens. — Comme tous les travailleurs du Bâtiment vous êtes exploités. Comme eux, vous subissez les rigueurs, les difficultés

de l'existence de l'ouvrier, vous supportez l'exigence des mercantis de tout acabit, les durs impôts de toute nature, l'élévation exagérée des prix des loyers et toutes choses indispensables à la vie.

En regard de cette déplorable situation, vos maigres salaires sont les plus bas de toutes les corporations de travailleurs du Bâtiment. Pour combler votre déficit, à votre détriment vous violez la journée de huit heures. Vos patrons rapaces qui vivent de votre travail, restent sourds à vos appels, refusent de discuter vos légitimes et modestes revendications.

D'où vient cette infériorité des Monteurs-Electriciens par rapport aux autres travailleurs. Pourquoi ce mépris, cette arrogance patronale à l'égard des monteuses-électriques ? Tout simplement parce que ceux-ci méconnaissent les principes élémentaires de : « l'Union fait la Force », sont par leur ignorance et leur stupide orgueil, victimes de leur égoïsme et de leur isolement. Continueront-ils longtemps encore cette inconsciente absurdité, ou bien las du sort inférieur et misérable qui leur est fait, devant les difficultés multiples et grandissantes, sortiront-ils enfin de leur torpeur, oseront-ils enfin affirmer comme tous les ouvriers leur droit au mieux-être, auront-ils le courage de montrer au patronat que le syndicat n'est pas le privilège des exploités.

Mais il est du devoir à tous les exploités conscients de s'organiser pour la défense de ses intérêts spoliés. Les monteuses-électriques comprendront-ils cette essentielle vérité. Oseront-ils, voudront-ils se défendre ? Si oui, qu'ils le démontrent et agissent au plus-tôt. Le syndicat leur en offre le moyen. Ils y trouveront aide et assistance, courage et conscience.

Camarade si vraiment vous êtes soucieux de votre famille, si vous voulez modifier cet état de choses, venez prendre votre place au syndicat, venez apporter votre point de vue, discuter vos intérêts.

Tous au syndicat.

Une réunion aura lieu à la Bourse du Travail, salle Eugène Varlin, le vendredi 19 décembre à 18 heures.

Les adhésions et cotisations sont reçues tous les jours de 9 h. à 11 h. 30 et de 14 h. à 18 h. 30. Les dimanches de 9 h. à 11 h. Bureau 30, 4^e étage, Bourse du Travail.

Au secrétaire-adjoint de l'U.D.U. de Toulon

Avant de te parler de la conférence Doucet et Brunet, je te demanderai si tu te sens capable de faire devant des camarades non affiliés à la C.G.T.U. ou au P.C., un article dans le genre de celui que tu as signé dans l'Humanité du 10 décembre. Personnellement je t'en considère incapable, car l'article précité est écrit en français, et toi malheureusement tu ne le connais pas.

Quant à la conférence en faveur du Secours Rouge, j'ai fait observer qu'en fait de lutte au couteau aux gouvernants bourgeois, vous ne connaissez que deux manières :

1^o Dérocher des mandats à 27.000 francs l'an, que vous touchez malgré que vous ne votiez le budget bourgeois ;

2^o Envoyer des ambassadeurs et banquetter avec Noulens et consorts que vous critiquez quotidiennement dans l'Humanité.

Lorsque vous écrivez dans l'Humanité que nous combattons la révolution russe, vous mentez ; nous combattons les individus malhonnêtes qui se servent du peuple pour arriver au pouvoir, et quand ils y sont ils le foutent dedans, lorsque ce dernier ne pense pas comme les dictateurs.

Aussi si tu avais un peu de pudeur tu ferais paraître dans l'Humanité la Brochure Monatte, Rosmer, Dellagarde, ainsi que les écrits de Trotsky, à seule fin d'initier ces cochons de payants de l'U.D. et du P.C.

Heureusement que Trotsky a du monde derrière lui, sans quoi il y aurait longtemps qu'il irait tenir compagnie dans les prisons de Soloviesky à ces anarchistes bourgeois qui ne veulent pas travailler.

Les travailleurs on les trouve au P.C. aux postes de fonctionnaires, dans la C.G.T.U., dans les fédérations, dans les U.D., aux postes de permanents à quarante francs par jour, pendant que les cochons de payants n'en touchent que dix-huit ou vingt, en se faisant exploiter.

En qualité de demi-bourgeois, nous préférons être exploités plutôt que d'exploiter les camarades, c'est-à-dire vivre aux crochets des organisations.

Ah ! nous sommes des Don Quichotte modernes, tant mieux, ce que l'on ne pourra jamais dire, c'est que nous avons vécu sur les caisses des organisations prolétariennes.

A. BERTRAND.

NOTA. — Parions que cette mise au point ne paraîtra pas dans l'Humanité.

SOUS LE COUVERT DE L'UNITE

Les unitaires scissionnistes à Amiens

Samedi dernier, la C.G.T.U. organisait une réunion, soi-disant en faveur de l'unité. La réunion était présidée par la nommée Maria Delmél, dont nous avons causé, assistée d'Aubry et Marchand.

Porreya causa, avec deux autres orateurs. Or, le but de cette réunion d'unité était la création d'un syndicat unitaire des tisseurs afin de désorganiser le syndicat autonome existant. 60 personnes environ assistaient à cette réunion. Barbet fit honte aux scissionnistes de leur vilaine besogne. Les scissionnistes en furent pour leurs frais ils ne purent parvenir à constituer leur syndicat.

Mais combien les capitalistes les payent-ils pour ce travail qui ne profite qu'aux patrons ?

Communiqués syndicaux

Fédération du Bâtiment. — Réunion de la Commission exécutive, ce soir, 16 décembre, à 20 h. 30 précises, au siège.

Syndicat des Ouvriers Boulangers de la Seine.

Aujourd'hui 16 décembre, à 17 heures, réunion dans les Sections suivantes : Enghien, 1. Grande Rue (délégués : Prévost, Chauvet) ; Ivry, 74, rue du Parc (délégués : Lichon, Freydeire) ; Pavillons-sous-Bois, 56, route Nationale (délégués : Chaussin, Magniette).

Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'Energie Electrique de la Seine. — Conseil banlieue, à 20 h. 30, salle des Commissions (5^e étage), Bourse du Travail.

Scieurs, Découpeurs, Mouluriers. — De 8 h. 30 à 10 h. 30, Bourse du Travail (5^e étage), Bureau 1, permanence tenue par le secrétaire.

Jeunesse Syndicaliste du 20^e. — Réunion de la Jeunesse, jeudi soir, à 20 h. 30 précises. Causerie par un copain du S. U. B. Présence de tous indispensables. Question administrative et questions diverses. Invitation cordiale à tous les jeunes travailleurs du 20^e.

DANS LE S. U. B.

CHARPENTIER EN FER. — Réunion du Conseil, ce soir, mardi, à 18 heures précises, Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau. Présence indispensable.

SERRURIERS. — Ce soir, mardi, à 18 heures, réunion du Conseil de la Section, Bureau 13 (4^e étage), Bourse du Travail. Présence urgente de tous les camarades.

PEINTRES. — Ce soir, mardi, à 18 heures, réunion du Conseil de la Section, Bureau 14 (4^e étage), Bourse du Travail.

PLOMBIERS-COUVREURS-POSEURS. — Ce soir, mardi, à 18 heures, réunion du Conseil syndical, Bureau 14 (4^e étage), Bourse du Travail.

Cours professionnels

MENUISERIE. — à 20 h. 30, salle Fernand-Pellouier, 8, avenue Mathurin-Moreau (Métro Combat).

Communications diverses

Le Cercle Anarchiste. — Nous invitons les camarades, ce soir, salle Hermonier, boulevard Barbès, 77, à assister à la causerie du camarade Wolf, sur : « La question féministe ».

Nous rappelons aux copains que notre bibliothèque fonctionnera de 20 heures à 21 heures précises ; les copains y trouveront des journaux, revues et bouquins français, allemands et anglais.

Comité de Défense Sociale. — Ce soir, mardi, à 20 h. 30, au local, 60, rue Charlot, réunion de tous les membres du Comité. Dernières dispositions à prendre pour le meeting Bonomini-Castagna ; affaires en cours ; correspondance diverse ; situation financière.

« La Famille Nouvelle ». — Réunion de tous les délégués au Conseil, demain 17 décembre, à 21 heures, au n^o 15 de la rue de Meaux, Restaurant « La Solidarité ». La présence de tous est indispensable.

Club du Faubourg. — Ce soir, mardi, à 19 heures, rue Saint-Honoré, 200, le 43^e banquet littéraire du Faubourg, présidé par M. André Mycho, en l'honneur des cocus. Mise en accusation de la pièce : « Le Roi des Cocus », et débat sur : « Faut-il plaindre ou envier les cocus ? ». Prix du couvert : 13 francs. Pour tous renseignements, secrétariat, ce matin, 38, rue de Moscou, Central 34-22.

Avant important. — Ne pas confondre ce banquet avec le banquet Millerand.

Les Fêtes du Peuple. — Ce soir, à 20 h. 30, à l'« Egalitaire », 17, rue de Sambre-et-Meuse, chorale (hommes).

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et banlieue

COMITE D'INITIATIVE DE LA FEDERATION PARISIENNE. — Réunion de tous les délégués aujourd'hui, rue Louis-Blanc, 9.

Derniers préparatifs pour le meeting en préparation.

Que tous les groupes se fassent représenter.

Jeunesse Anarchiste. — Les camarades sont avisés que nous nous réunirons d'urgence ce soir mardi, à 20 h. 30, salle Garrigues, 20, rue Ordener Nord-Sud Torcy.

Mise au point de notre fête ; la vente du « Li bertaire » ; le collage d'affiches.

Groupe Universitaire des 5^e et 6^e arrondissements. — Le 18 décembre, à 20 h. 30, rue Lanneau, 6, conférence et discussion : « L'anarchie sa philosophie, son économie, ses méthodes » par Fernand Antoine. Invitation cordiale aux sympathisants.

Groupe du 14^e. — Réunion du groupe demain 17 décembre, à 20 h. 30, boulevard Voltaire, 135. Discussion sur la vie du groupe et ses relations avec la Fédération et l'Union. Appel est fait aux sympathisants du 14^e.

Groupe du 20^e. — Réunion du groupe, jeudi 18 décembre, à 20 h. 30, rue Ménilmontant, 4. Derniers préparatifs de la fête. Causerie par Guy Saint-Fal ; sujet traité : « Le rôle des jeunes ». Invitation à tous les copains.

Province

Groupe d'Etudes sociales de Nice. — Réunion tous les mercredis soir, à 20 h. 30, au bar Musso, 27, boulevard Raimbaldi. Les sympathisants sont invités.

Groupe d'Etudes Sociales de Montpellier. — Réunion, jeudi 18 courant, à 20 h. 30, à la « Proletarienne ». Un certain relâchement inexplicable se faisant sentir depuis quelque temps, tous les copains et sympathisants sont priés d'assister à cette réunion.

Groupe d'Education Sociale de Villaurbanne. — A la suite des incidents qui se sont produits à la Bourse du Travail de Lyon, les copains ont compris la nécessité de l'organisation de tous les libéraux. Une réunion aura lieu demain 17 décembre, à 20 h. 30, au siège, 125 bis, avenue Thiers. Sont convoqués à cette réunion les copains de Lyon, Villaurbanne et Villeite Paul-Bert. Ordre du jour : « L'organisation des anarchistes ».

PETITE CORRESPONDANCE

Tringuer (Montpellier). — Les affiches sont expédiées. Tu devrais les avoir déjà reçues.

Bonvalet est prié de passer ce soir, à 20 h. 30, chez Magnavalle, pour y rencontrer Sandoville.

Alfred Waterlad, du groupe de Vanves, est prié de donner son adresse à l'ancien secrétaire Camille Cahayrac, 130, rue de Belleville, chez M. Jourdois, Paris, 20^e.

Margot B... — As-tu prévenu H. R., pour différer sa causerie ? Passe me voir à la boutique, ce soir, de 6 heures à 7 heures, ou viens à la Jeunesse, le soir. Urgent. — Titi.

Mignon (Maroc-en-Barcel). — T'ai expédié les brochures le 8 décembre.

Jeanne Morand. — J'ai quelque chose pour toi ; passe me voir à la rédaction cet après-midi, avant 5 heures. — R. Dulud.

Dimanche. — Nous comptons sur toi pour vendredi, au groupe du 17^e. — Mualdès.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : Louis LOUVET

Imprimerie spéciale du Libéraire 10-12 rue Paul-Lelong, Paris.

Souscrivez à l'emprunt du "Libéraire"

Pour assurer l'existence de notre quotidien, le Conseil d'administration a décidé de demander à deux mille camarades de souscrire 50 francs, en une ou plusieurs fois.

N'attendez pas. Si vous le pouvez, envoyez dès le montant de votre souscription.

Ci-joint la somme de francs, montant de obligation.. que je souscris pour le second emprunt du « LIBERTAIRE » quotidien.

Nom

Adresse

Envoyez ce bulletin à H. DELECOURT, administration du « LIBERTAIRE », 9, rue Louis-Blanc.

Utilisez notre chèque postal.